Vol. 7 • No. 21 • Du 4 au 10 Décembre 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Bandi legal yo touye Jean Kelly Gabriel

Page 6

English

Page 9

LA MOBILISATION ANTI-MARTELLY S'EST AMPLIFIÉE !



Voir page 4

Le vendredi 29 novembre dernier, à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien des milliers de manifestants ont gagné les rues pour réclamer le départ du président Michel Martelly.



La « Note » de Venel Remarais: qui vise-t-elle et que vise-t-elle ?

Page 7

ENQUÊTE DE LA CIDH, VERDICT DE HIPÓLITO MEJÍA



Voir page 4

200 mille Dominicaines et Dominicains d'ascendance étrangère, dont une très grande partie d'Haïti, sont déclarés apatrides à l'arrêt 168-13 de la Cour Constitutionnelle dominicaine.



Manifestation Monstre à Tegucigalpa !

Page 10



Bolivie: Cadeau de fin d'année du président Evo Morales pour les travailleurs !

Page 17

La décantation se précise enfin!

Par Berthony Dupont

Inutile de le cacher. Une atmosphère tendue et confuse règne aujourd'hui au sein du mouvement Lavalas. Elle s'est manifestée par des luttes intestines qui déstabilisent la mobilisation populaire et suscitent des prises de position qui s'enchevêtrent jusqu'à former un brouhaha compliqué, contradictoire mettant en évidence que certains secteurs politiques comme le parti Fanmi Lavalas s'allient timidement et progressivement avec les élites réactionnaires locales et internationales qui de tout temps se plaisent à barrer la route à tout facteur de changement véritablement progressiste.

C'est dans ce climat déprimant où des milliers de Dominicains descendants d'Haïtiens sont déclarés apatrides par un arrêt ignoble de la Cour constitutionnelle dominicaine, qu'une note de presse du Komite Egzekitif Óganizasyon Politik Fanmi Lavalas vient faire état de la mise à l'écart de deux personnalités importantes de la lutte contre le pouvoir. Il s'agit du député Arnel Belizaire et du sénateur Moise Jean-Charles, une façon de freiner le mouvement contre Martelly-Lamothe. D'ailleurs, Fanmi Lavalas ne s'en était jamais caché, puisque sa représentante ou «coordonnatrice», Maryse Narcisse, n'avait-elle pas déjà déclaré pompeusement que le parti n'est pas pour le départ du président Martelly.

Fait à signaler: depuis le retour d'Aristide, les positions du leadership de Fanmi Lavalas se confondent avec celles de l'impérialisme international. Voilà pourquoi, au journal Haïti Liberté, nous ne sommes nullement étonnés de tout ce qui vient récemment d'arriver sur l'échiquier politique, principalement le mot d'ordre subit en direction de la Ruelle Vaillant, le 29 novembre, pour contrecarrer et détourner le grand rendez-vous militant devant l'ambassade étoilée pour confronter l'ennemi des peuples.

C'est la résultante d'une lutte entre les différents courants de classe au sein du parti. Il y a belle lurette que nous avons signalé cette réalité, à savoir que l'organisation est divisée en 3 courants : l'un que dirige l'ex-candidat à la présidence Henri Céant, l'autre que traîne après elle Maryse Narcisse, la voix d'Aristide ; et le troisième symbolisé par le courageux et très brave sénateur Moise Jean-Charles.

Dans leurs prises de positions politiques, les deux premiers n'ont aucun problème fondamental ni avec le régime en place, ni avec l'impérialisme, voire même avec l'occupation du pays, sauf qu'ils se livrent entre eux de petites luttes intestines pour être le favori d'Aristide. C'est ainsi que depuis l'avènement au pouvoir de Michel Martelly, le parti a préféré épouser une position opportuniste, prenant ouvertement position pour collaborer avec ce gouvernement imposé par Hillary et Bill Clinton, et le légitimer. La tactique consiste à ne critiquer ni dénoncer aucune des dérives de Martelly, et le supplier d'organiser des élections afin qu'ils puissent partager le gâteau ; des élections que la majorité perçoit comme fortement éloignées des intérêts et de la sensibilité des besoins quotidiens du peuple. A un certain moment on pensait même que c'était simplement une position tactique, mais il s'est révélé stratégique, ce qui fait l'affaire de Narcisse et de Ceant encadrés d'autres politiciens peu soucieux des intérêts véritables du peuple et qui ne sont que des ennemis acharnés des masses populaires, comme par exemple l'instable maoïste-bazin-iste-putschiste-populiste, le «générationnel» Claude Roumain, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports sous le règne éphémère de Bazin-Cédras.

Or, il est arrivé que le sénateur Moise par son puissant souffle de militant en action est une voix et une force qui dérangent ; ce qui fait que ses prises de position n'ont jamais trouvé écho, ni support au sein de Fanmi Lavalas. Au contraire, pour l'impérialisme et le gouvernement rose, c'est un empêcheur de tourner en rond qui agace, du seul fait que son cheval de bataille n'est autre que le cri des revendications des masses populaires. La différence avec «les mous», c'est qu'il milite héroïquement non seulement pour le départ des forces d'occupation, mais également pour celui du régime Martelly-Lamothe. Action légitime et pacifique du peuple qui exprime sa prise de conscience de classe abâtardie, celle d'identifier sa lutte avec le père fondateur de la nation Jean-Jacques Dessalines comme symbole.

En effet, ce que trame aujourd'hui le directoire de Fanmi Lavalas contre le sénateur nourrit une ambition démesurée, une criminelle tentative de l'éliminer sur la scène politique pour plaire aux forces obscures impériales qui ne digèrent jamais l'émergence d'un leadership digne et nationaliste. Et cette action nous rappelle un fait historique honteux de Toussaint Louverture pour satisfaire les intérêts des colons esclavagistes. En effet, il avait fait assassiner son neveu, le révolutionnaire Gilles Bréda surnommé Moïse, très populaire dans le nord, le 29 novembre 1801. C'est dans ce contexte que l'historien Roger Dorsainville a justement souligné que *« l'affaire Moise révélait donc un profond divorce des conceptions de Toussaint Louverture d'avec les aspirations populaires ; un grave clivage entre le chef et les masses »*

La coïncidence avec notre Moïse est frappante. Bref, son influence croissante sur les masses populaires haïtiennes qui en ont marre de la faim et des dérives du gouvernement de Martelly-Lamothe, ne cesse d'exacerber des antagonismes et de susciter les convoitises et irrationnelles jalousies de tel ou tel secteur, ignorant que dans tout processus révolutionnaire, ce sont les couches populaires qui génèrent leurs dirigeants et les portent à marcher dans le sens de l'histoire.

Que le peuple haïtien s'affranchisse donc une fois pour toutes des tutelles qui le pèsent de partout et fasse siennes ses phrases sublimes de Dessalines à la Crète à Pierrot : *« Je ne veux garder avec moi que des braves. Que ceux qui veulent redevenir esclaves des Français sortent du fort. Que ceux au contraire qui veulent mourir en hommes libres pour la liberté et l'indépendance se rangent autour de moi ! »*

Camarade Moïse, poursuivez votre combat ! Poursuivez votre mission ! Nous restons à vos côtés !

Le peuple vous a déjà oint du saint-chrême révolutionnaire !

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Haïti: L'insécurité monte d'un cran



Jean Kelly Gabriel

Le phénomène d'insécurité, de criminalité et du banditisme ne cesse de frapper la porte des familles haïtiennes depuis un certain temps. Toutes les couches de la population ont été touchées par ce phénomène récurrent. Dans la nuit du 27 au 28 novembre 2013, des bandits armés ont abattu de plusieurs balles l'ingénieur Hervé Dejean en sa résidence sise à Pétion-Ville, Est de la capitale.

Le lendemain jeudi 28, Jean Kelly Gabriel, un jeune de 28 ans a été assassiné par des bandits légaux au boulevard Harry Truman. Ils ont emporté le butin fait de quelques milliers de dollars US. La victime s'en était allée acheter un ticket qui lui permettait de se rendre au Brésil dans les prochains jours. Ce jeune garçon était originaire de l'Ile de la Gonâve. Après cet assassinat, c'était la consternation dans la famille de la victime ; tout comme les actes de banditisme n'ont pas cessé de faire couler des larmes aux yeux de la population des quartiers populeux de Cité Soleil, de Bel-Air, de Saint-Martin. La distribution d'armes et la libération de bandits notoires du pénitencier national ont largement contribué à la montée vertigineuse de l'insécurité dans le pays.

Sommation à Michel Martelly !

Cette sommation formelle est pour stopper les entreprises Dominicaines travaillant en Haiti et fixer sa position sans laloz

Les Organisations du Secteur Populaire FOPARK (Fòs Patriyotik pou Respè Konstitisyon An), MOPOSS (Mouvman Patriyotik Opozisyon Site Solèy), MOLEGHAF (Mouvement de Liberté, d'Égalité des Haïtiens pour la Fraternité), MECHAN (Mouvman Etidyan pou Chanjman) OTAN, (Oganizasyon Tèt Ansanm), KÒD (Kòdinasyon Desalin), ayant pour avocats Me. Newton Louis St Juste et André Michel ont adressé ce lundi 2 décembre 2013 une Sommation au Président de la République, Michel Joseph Martelly pour lui demander formellement de poser DANS UN DELAI D'UN JOUR FRANC, les actes suivants dans le dossier de la République dominicaine :

Faire une Déclaration Solennelle à la Nation pour signifier la position de la République d'Haïti relativement à la situation de nos compatriotes en République Dominicaine ;

Prendre les mesures nécessaires pour la résolution diplomatique du conflit entre les deux Pays;

Faire Publier tous les dossiers relatifs aux appels d'offre remportés par toutes les compagnies dominicaines établies en Haïti de 2010 à nos jours conformément à l'article 40 de la Constitution.

Prendre un Arrêté Présidentiel Ordonnant un sursis provisoire à tous les contrats généralement quelconques qu'exécutent lesdites compagnies jusqu'à la résolution diplomatique du conflit entre les deux Pays, notamment ceux conclus clandestinement avec Estrella, Contractora HADOM, Constructiones y Disenos RMNSA, Constructora Rofi SA.

Ces Organisations font savoir au Président Martelly que passé ce délai, le Peuple haïtien, Unique Dispensateur des Fonctions Républicaines, se réserve le droit de prendre telles mesures appropriées pour sauvegarder sa Dignité et sa Souveraineté.



Le ministre du Tourisme Stéphanie Villedrouin et des agents de la Firme Estrella

La Corruption du pouvoir tend à infester toute Haïti

Par Jackson Rateau

La semaine dernière, dans la ville des Cayes, Département du Sud, sous le regard impassible, ébahi de toute la République d'Haïti et même du monde et au nom de la corruption qui gangrène la nation entière, le parti politique bidon, conjoncturel, attentiste, réactionnaire « Parti Haïtien Tèt Kale » (PHTK), s'était mise sur la sellette. En effet, la situation des petits programmes conjoncturels du gouvernement corrompu de Martelly / Lamothe, visant, à grand renfort de propagande, à amadouer la population haïtienne, était dénoncée au grand jour.

Le lundi 18 Novembre dernier, dans le cadre d'un prétendu petit projet d'assainissement de la ville des Cayes, 960 mille gourdes ont été remises à PHTK (Parti Haïtien Tèt Kale) ou PHKT (Parti Haïtien Kale Tèt). La somme, en effet, qui a été partagée entre les dirigeants du dit parti, a fait l'objet d'un véritable scandale où ceux-là qui étaient mal rémunérés ou n'ayant pas reçu leur butin, ont crié « gare aux voleurs, gare aux rapaces ! ».

De malheureux Cayens, engagés dans ce projet « Woywoy » dirigé par les adeptes de PHTK / PHKT, ont dénoncé le fait qu'ils ont travaillé, mais, par contre, n'ont même pas reçu un sou, puisque la faramineuse somme de 960.000 gourdes a été croquée par les hommes de Martelly et de Lamothe dans le Sud. « Les membres de ce comité dont Madame Défrice, Jean Claude Condé, l'agent intérimaire Vital sont sommés à fournir des explications sur cette situation. Nous avons travaillé, nous devons être rétribués. Nous exigeons de ces voleurs, ces corrompus, ces escrocs, une réponse immédiate de notre argent. Dans le cas contraire, nous franchirons une nouvelle étape qui sera le blocage de la circulation au niveau du Pont La Ravine, Carrefour Boyer et Demapou », a déclaré un des travailleurs très en colère.

Les escrocs de PHTK ou PHKT, très divisés quant à ce dossier de vol, se sont accusés les uns les autres. L'un d'entre eux, Jean Claude Condé, tout confus, tentait de se disculper dans l'affaire, mais de manière peu convaincante. Il dit qu'il va demander aux autres voleurs de lui fournir des explications des sommes dont ils avaient disposé, a-t-il déclaré.

A été confiée à chacun de ces écorcheurs, la somme de 240 milles gourdes ou 5581 dollars US.

Le mardi 26 Novembre dernier, lors d'une conférence de presse, les 4 filous de PHTK ou PHKT dans le Sud dont la directrice départementale du Ministère de la Condition Féminine et du Droit de la Femme, Vichie ST Victor, l'agent intérimaire Indry Vital et Sauveur Romélus, l'un des responsables du directoire de PHTK / PHKT, s'étaient très embrouillés, alors qu'ils tentaient de persifler des mensonges fallacieux à la population sudiste.

«Moi, je ne parle pour personne. J'ai quand même payé toutes les équipes, 72 en tout qui étaient sous ma charge. A Condé, Vital et Romulus et autres de fournir des explications sur les montants qui leur ont été confiés, a lancé la directrice départementale, de manière très audacieuse.

« Condé et Madame St. Victor m'accusent gratuitement. J'ai payé toutes mes équipes qui étaient au nombre de 65. J'ai payé 15 autres, toutes des travailleurs proches de la députée Audeline » a bafouillé l'agent intérimaire Vital.

Les membres du Parti Tèt Kale ou Kale tèt persistent à bafouer la population en assurant que des travaux d'assainissement ont été effectués dans la ville des Cayes. Les habitants de la dite ville (Cayes), ont rejeté d'un revers de main ces craques, puisque la ville dont tous les coins sont couverts d'ordures, est actuellement méconnaissable.

Parallèlement à ce dossier de dilapidation de fonds publics où ces 4 aigrefins se sont profondément impliqués, un réseau de malfaiteurs, de raquetteurs travaillant comme inspecteurs au Ministère de l'Education Nationale, a dénoncé être des trafiquants de bourses d'études. Un de ces inspecteurs, un certain Lamarre Divers, a été interpellé et écroué. Il croupit actuellement au Pénitencier National. Un autre inspecteur du MENJS en fonction, du nom de Wilfrid Anélas, a truandé 6000 dollars US d'un compatriote en faveur de 3 enfants pour qui ce gredin (Anélas) devait démarcher des bourses d'études. Se prétendant être responsable du dossier de Bourses d'études au Ministère de l'Education Nationale, il a ainsi amadoué les parents les rassurant qu'il allait envoyer leurs enfants étudier aux Etats Unis ou au Canada.

Un des parents, Bergemann Point Du Jour a expliqué ce qui suit: « M'expliquant, en tant que responsable du dossier des bourses d'études au Ministère de L'Education National, qu'il va permettre à mes 3 enfants de bénéficier des bourses d'études pour le Canada et les Etats Unis, il m'a chargé de lui payer un montant de 7000.00 dollars US pour les frais de commission. Montant que je lui avais remis le 23 Mai 2011. Ne parvenant jamais à pouvoir achever le dossier, c'est-à-dire faire partir les boursiers vers leur destination indiquée, je l'ai pressuré de me rembourser mon argent. Il avait fini par conclure avec moi, un accord de restitution sur les échéances suivantes : 28 Février 2012: 2000.00 dollars US, 31 Mars 2012: 2000.00 dollars US, 30 Avril 2012: 2000.00 dollars US.

Jusqu'à cette minute, je n'ai jamais reçu même un sou de ce coquin, alors qu'il est toujours à son poste d'inspecteur au Ministère de l'Education Nationale.

Le 29 novembre, la mobilisation anti-Martelly s'est amplifiée !

Par Isabelle L. Papillon

Le vendredi 29 novembre dernier, à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien des milliers de manifestants ont gagné les rues pour réclamer le départ du président Michel Martelly.

Sous le leadership du sénateur Moise Jean-Charles, du député Arnel Belizaire et de l'organisation populaire Force patriotique pour le respect de la Constitution (FOPARC), ils étaient des milliers de manifestants venus du Bel-air, de Cité soleil et autres endroits populaires et défavorisés de la capitale. Ils chantaient, dansaient et lançaient des slogans hostiles au pouvoir en place sur tout le parcours en direction de la route Gérald Bataille pour se rendre devant l'ambassade américaine à Tabarre 41, à l'est de Port-au-Prince, pour non seulement critiquer l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires politiques d'Haïti mais aussi *réclamer le départ du président Michel Martelly, qu'ils consi*dèrent comme un américain. C'était sous la bannière du slogan « Après Pétion, Dessalines va rendre une visite à l'oncle Sam ». « Non à Martelly et Lamothe. Obama, il faut cesser de supporter Martelly *! », ne cessaient de scander* les militants qui se réclamaient fils de Dessalines sur tout le parcours.

Arrivés au niveau de Carrefour Fleuriot, les agents des unités d'intervention de la PNH accompagnées des policiers de la Minustah empêchèrent aux manifestants de poursuivre leur destination et dès lors ils commencèrent à tirer des canons à eau et du gaz lacrymogène pour évacuer la foule qui héroïquement réagissait en chantant « *si yo tire sou nou n ap mete dife* ». Ainsi donc la Police et la Minustah ont mis fin prématurément à la grande manif populaire qui devait se rendre devant l'ambassade des Etats-unis. C'est quand même une victoire d'avoir levé ce défi en marchant ce jour-là pour se rendre à Tabarre.

Ce même jour, d'autres, quelques centaines, respectant le mot d'ordre du directoire de Fanmi Lavalas allaient saluer la mémoire des victimes du massacre de la ruelle Vaillant. A la tête de cette manifestation marchait la coordonnatrice de Fanmi Lavalas, Maryse Narcisse, vu que ce jour ramène le 26e anniversaire du massacre de citoyens qui allaient remplir leur devoir civique avec leurs bulletins de vote en main, à la ruelle Vaillant, à Port-au-Prince. « *Nous irons à la ruelle Vaillant pour déposer une gerbe de fleurs à la mémoire des victimes du massacre du 29 novembre 1987. Ensuite, nous prendrons la direction du Champ de Mars pour clore la marche*», déclara-t-elle. Parmi les autres personnalités qui ont pris la parole, on peut citer Joseph Joël John, Serge Jean-Louis, et Claude Roumain. La coordonnatrice du parti Maryse Narcisse en a profité pour demander « *Justice pour toutes les victimes du massacre de 1987, pour toutes les victimes du choléra (…) jusqu'à ce que Lavalas reprenne le pouvoir* ».

Mais à qui demande-t-elle justice ? Comment se fait-il que ce soit aujourd'hui que Lavalas se rappelle de ce massacre ? Est-ce une façon d'entamer leur campagne électorale pour les élections législatives que l'Union Européenne a décidé devoir avoir lieu en Octobre 2014 et pour lesquelles elle est prête à débourser 5 millions de dollars. Voyez, c'est eux qui décident pour nous autres. C'est eux qui nous gouvernent. C'est triste d'utiliser des victimes d'une élection pour faire de la propagande électorale.

Par ailleurs signalons que la Communauté internationale applaudit des deux mains le vote de la loi électorale par la chambre des députés le mercredi 27 novembre 2013. « *Ce vote marque une étape importante pour l'organisation d'élections inclusives, transparentes », selon les ambassadeurs du Brésil, de la France, du Canada, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, l'Organisation des Etats américains (Oea) et l'Union européenne* »

Le pouvoir Martelly-Lamothe en suivant les mots d'ordre de Fanmi Lavalas a également commémoré pour la première fois le 29 novembre. Martellystes et Lavalassiens partageaient les mêmes idées. Au palais national, le président Michel Martelly, a honoré la mémoire des victimes des évènements du 29 novembre 1987 à la ruelle Vaillant en invitant Me Gérard Gourgue, Victor Benoit, Hérard Abraham, Prosper Avril, Jacques Sampeur de Radio Télé Antilles, Daniel Supplice et certains de ses conseillers roses.



Des milliers de manifestants venus du Bel-air, de Cité soleil et d'autres endroits populaires et défavorisés de la capitale, déterminés sur tout le parcours pour se rendre en direction de l'ambassade américaine à Tabarre (Photo Frantz Etienne)



Le sénateur Moise Jean-Charles (Photo Frantz Etienne)

La présidence en parlant de cette journée dans un communiqué a indiqué que « *Cette rencontre a permis aux différents participants de rappeler les circonstances ayant entouré ces évènements sanglants et meurtriers. D'un témoignage à un autre, les souvenirs ont ravivé des moments atroces dans la mémoire collective. Ces témoins de l'histoire en ont profité pour exposer leur compréhension des circonstances ayant conduit à ce drame. Ils en ont profité pour formuler le vœu que le peuple haïtien laisse derrière lui ce passé lugubre pour projeter dans un avenir serein résolument tourné vers le développement durable et la prospérité, dans un cadre participatif, avec pour boussole le respect des principes cardinaux et démocratiques.* » Martelly à qui le peuple des rues demande de démissionner s'est exprimé en ces termes devant ses invités de marque: « *C'est un devoir de mémoire que nous voulons remplir en invitant, en ce jour mémorable, certains acteurs qui ont vécu ces évènements sanglants* »

On se souvient également de l'assassinat de trois (3) jeunes aux Gonaïves le 29 novembre 1985, lors de la mobilisation générale qui avait abouti au renversement du dictateur Jean-Claude Duvalier, le 7 février 1986. 21 mois après la chute de la dictature des Duvalier qui ont passé 29 ans à terroriser le pays avec la complicité des puissances occidentales ; le peuple haïtien fut convoqué aux premières élections libres et démocratiques. Les forces réactionnaires d'ici et d'ailleurs qui voulaient maintenir le statu quo sont passées à l'action et ont mis fin dès 10 heures du matin au scrutin par lequel les forces démocratiques étaient sur la voie de renverser l'ordre des choses. L'armée d'Haïti ayant à sa tête entre autres les généraux Henry Namphy et William Regala étouffa dans l'œuf le rêve du peuple haïtien de voir l'instauration d'un Etat démocratique en Haïti. Cet appareil répressif d'Etat, vassalisé par le régime sanguinaire des Duvalier était devenu un instrument de l'impérialiste Nord-américain pour déstabiliser tout régime démocratique en gestation dans la première République noire du monde.

26 ans après, où en est on? Quelle est la situation actuelle d'Haïti ? Et que faire ?

26 ans après le massacre de la ruelle Vaillant, le 29 novembre 1987, une date inoubliable qui a marqué l'histoire récente de la lutte pour la démocratie du peuple haïtien, la démocratie est encore en danger avec cette fois encore à la tête du pays, un régime anti-démocratique dirigé par l'équipe tètkale-kaletèt deMartelly-Lamothe. Comme on le savait déjà, après 2 ans 6 mois de l'installation de ce régime au timon des affaires, aucune élection n'a été réalisée pour combler les postes vacants au Sénat de la République et l'ensemble des dirigeants des Collectivités Territoriales. De surcroît, toutes les autres institutions républicaines sont totalement paralysées par des crises récurrentes au niveau de la justice, la Cour Supérieure des Comptes et du contentieux administratif, le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent, l'éducation entre autres. La gestion anarchique, les actes arbitraires et illégaux et la volonté manifeste de restaurer un régime fasciste dans le pays ont soulevé la colère du peuple haïtien qui réclame le départ inconditionnel de Michel Martelly, considéré comme un étranger imposé par les forces impérialistes au peuple haïtien.

C'est dans cette perspective que des forces démocratiques, populaires et progressistes du pays se sont mises d'accord autour d'une vaste mobilisation revendiquant des idéaux de Dessalines pour mener le combat contre les forces anti-changement qui détiennent 90% de richesses du pays. Les masses populaires ont fini par constater qu'un un tel régime, dont la marque fabrique est faite de propagandes mensongères, ne défend guère leurs intérêts puisqu'il se met aveuglément au service d'un petit groupe de riches et de colons-occupants.

Face à cette situation qui tend à renforcer la position de classe des masses populaires, les occupants ont proposé la voie du dialogue pour essayer de trouver une issue à la crise politique.

Tandis que le peuple haïtien opte pour le renforcement de la mobilisation en vue du renversement du régime kaletèt Martelly-Lamothe. Dans cet ordre d'idées, diverses manifestations ont été déjà réalisées exigeant la démission du président Martelly qui se met du côté de la classe dominante au détriment de la classe exploitée.

Les deux dernières manifestations des 7 et 19 novembre dernier qui ont pris la direction de Pétion-ville où résident la majorité de gens de la classe possédante ont renforcé la lutte de classe dans la société haïtienne, avec ce fameux slogan : « Desalin pral kay Pétion ». A travers ce slogan, les vrais fils de Dessalines exigeaient la répartition équitable des richesses du pays, la justice sociale, le respect de leurs droits fondamentaux et la démocratie participative. Alors que ceux de Pétion représentés par l'équipe tètkale et ses supporteurs de la bourgeoisie qui accaparent la grande majorité des richesses du pays avaient mis en place une machine de répression politique contre les masses populaires. A la manière de Dessalines, 207 ans après l'assassinat du fondateur de la nation haïtienne, le peuple haïtien revendiquant les idéaux de Dessalines veut que les choses changent effectivement dans ce pays. C'est dans ce contexte, une fois de plus, que le peuple haïtien, les fils de Dessalines se sont donnés rendez-vous ce 29 novembre 2013 dans les rues de la capitale, du Cap-Haïtien et dans d'autres départements du pays pour continuer d'exiger le départ immédiat de Michel Joseph Martelly à la tête du pays.

Nous ne pouvons confier aucune élection *à un tel régime*, alors que certains secteurs lui demandent d'organiser des élections libres crédibles et honnêtes.

Enquête de la CIDH, verdict de Hipólito Mejía !

Par Pierre Quiroule

Une Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) se trouve en République Dominicaine depuis le samedi 30 novembre. Six groupes d'enquêteurs sont chargés de mener une enquête relative à l'arrêt 168-13 de la Cour Constitutionnelle dominicaine, rendant apatride pas moins de 200 mille Dominicaines et Dominicains d'ascendance étrangère, dont une très grande partie d'Haïti.

Elle continue de rencontrer différents secteurs en République Dominicaine, tandis qu'elle assure la collection de plaintes de personnes affectées par l'ignoble sentence du 23 septembre 2013 de la cour constitutionnelle dominicaine.

María Isabel Pineda, la directrice de la communication pour la commission, a déclaré à la presse dominicaine recevoir « les témoignages que les gens veulent nous soumettre». Quatre droits fondamentaux seront investigués par la commission, a déclaré Pineda. Il s'agit du «droit à une nationalité, du droit à l'identité, du droit à l'égalité et du droit à la non –discrimination» qui seront évalués par la délégation de la CIDH.

Des familles entières, venues de toutes parts de la république voisine, ont déposé leurs plaintes par le biais d'interviews d'une dizaine de minutes qui ont été recueillies par des avocats spécialistes des droits humains. Les membres de la Commission ont eu des échanges avec divers officiels du gouvernement dominicain, parmi eux le président de la chambre des députés, Abel Martinez, et le ministre de l'intérieur et de la Police, Jose Ramon Fadul, des représentants de la migration dominicaine et une commission de la Junte centrale électorale (Jce) dominicaine.



L'ex-président Dominicain Hipolito Mejia

Dans la foulée, l'ex-président Dominicain Hipolito Mejia a fait des déclarations qualifiant de «honteux» l'arrêt de la Cour constitutionnelle dominicaine qui, à son avis, place son pays dans une situation «très difficile», régionalement, aussi bien qu'à travers le monde. Situation de honte pour le tribunal constitutionnel dont la décision judiciaire «désole » l'ex-président, homme politique d'influence, battu de peu aux dernières élections.

La délégation de la CIDH doit rester en République Dominicaine jusqu'au 6 décembre et sera logée au bureau des professeurs à l'université autonome de Santo Domingo, afin d'entendre les plaignants. Une déclaration conjointe par une commission gouvernementale dirigée par le ministre de la présidence Gustavo Montalvo et la délégation devrait avoir lieu vendredi, lorsque les enquêteurs de la CIDH clôtureront leur visite en présentant un rapport préliminaire sur leurs constats en République dominicaine.

Bien sûr, divers acteurs de la société civile et du monde politique en Haïti appellent les deux pays à poursuivre le dialogue afin de trouver un dénouement mutuellement satisfaisant à la crise.

Le commissaire du gouvernement Francisco René, «n'est plus»…

Par Fanfan la Tulipe

Le titre de ce texte ne se veut pas un avis de décès. Je m'en voudrais d'une telle maladresse, voire de ce qui pourrait même paraître une maligne intention. N'empêche, si l'on considère la révocation du commissaire du gouvernement haut en couleur Francisco René à la lumière de ses graves écarts, ses frasques turbulentes, ses clownesques extravagances, ses brigandages et dévergondages judiciaires, ses monumentales bêtises, ses fracassantes virées et dévirées, ses turbulentes équipées nocturnes, on peut avancer, sans arrière-pensée malicieuse ou méchante, que Me Francisco René «n'est plus».

La déchéance René-Franciscaine a fouetté mes neurones cérébraux qui ont fait un bond jusqu'en 1837, jusqu'au roman de Honoré de Balzac *César Birotteau*. En fait, Balzac avait honoré ses lecteurs d'un titre assez copieux *Histoire de la Grandeur et de la* Décadence de *César Birotteau , parfumeur, chevalier de la Légion d'honneur, adjoint au maire du deuxième arrondissement de Paris.* Francisco René est un peu à l'image de Birotteau qui appartenait à une classe sociale avide de reconnaissance, d'honneurs, dont l'ambition était d'accéder aux plus hautes sphères du monde parisien.

Dans le cas de Francisco, il s'agit plutôt d'un *ti nèg tèt grenn Site Solèy* (selon une suave description de Jean Monard Métellus à son émission «Intersection»), avide de pouvoir, de billets verts, de reconnaissance sociale, de *frottements*, et dont la seule et secrète ambition était de continuer à flairer les aisselles de Martelly et du monde *tilolit*, *ti Pétion*, gravitant, tournoyant, virevoltant, tourbillonnant, s'agitant, se tortillant, s'amusant follement autour du président.

A l'image de Birotteau qui, pris d'un vertige d'ambition, se livra à des dépenses somptuaires pour transformer sa maison bourgeoise en un véritable palais où il mènerait un train de vie seigneurial, Francisco, alias *Gwo Moso*, a eu le délire du pouvoir judiciaire absolu afin d'entrer dans l'Histoire comme le commissaire de gouvernement le plus puissant, le plus redoutable, le plus musclé, le plus coriace de tous les temps, le potentat, l'omnipuissant Francisco René, fier d'être le paillasson de luxe du président. Pareil à Birotteau qui dépensa tant et tant qu'il finit par se ruiner, Francisco se livra à tant de sottes et stupides extravagances qu'il finit par se faire révoquer, par déchoir de son socle de perverses ambitions. Grandeur et décadence balzacienne de Francisco René, hier magistrat-soleil, aujourd'hui bien moins que l'ombre de lui-même.

On se demande, perplexe, comment l'énergumène a pu se faufiler à travers les mailles serrées d'études universitaires jusqu'à devenir avocat. D'ailleurs, un homme de loi haïtien bien connu avait affirmé que le gredin n'avait pas encore décroché son baccalauréat qu'il avait pu être diplômé avocat. Vrai ou faux ? Toujours est-il qu'il n'y a jamais eu, à ma connaissance, de poursuite judiciaire pour diffamation. Quelle bouffée de sotte vanité était venue gonfler la tête de *Gwo Moso* au point d'annoncer stupidement, prétentieusement, présomptueusement, dès son intronisation : «La récréation est finie» ?

L'animal s'était fait conspuer dans les juridictions d'Aquin, de Miragoane et de Port-de-Paix. Le site «Tout Haïti» titrait le 21 août passé : «Commissaire Francisco René accusé de harcèlement sexuel», sans oublier qu'une plainte a été déposée contre lui dans la juridiction de la Croix-des-Bouquets. On aurait cru qu'il se serait amendé. Non. Au contraire, il s'est abêti jusqu'à «s'engluer dans ses besoins» (merci Roberson Alphonse). Car ce ne peut être que ce chenapan de Francisco l'auteur de l'idée scatologique, machiavélique, diabolique, de faire badigeonner son bureau de matières fécales pour en accuser ensuite d'honorables disciples de Thémis, dont le bâtonnier de l'ordre des avocats de la capitale, Carlos Hercule, Me Stanley Gaston, Me Aviol Fleurant, Me Sagrave Dorlus et Baret Jean Louis. Est-ce peut-être le très délicat président Martelly, ou le vertueux Youri Latortue, ou le beau *tyoul* Mario Dupuis ou même le sirupeux et zuzuteux Lucien Jura, l'auteur intellectuel de cette merdeuse et ténébreuse *charognure* ?

Contre ces respectables hommes de loi le malotru avait eu la folle et désastreuse idée de décerner des mandats d'amener. Dans le cerveau malade et ramolli de Francisco avait germé la ténébreuse pulsion de livrer ces honorables hommes de loi aux déments caprices d'agents de la PNH chargés de les rechercher pour « outrage public à la pudeur, destruction de biens de l'État, effraction, outrage à un magistrat en fonction et association de malfaiteurs au préjudice de l'«État » (sic). Vraiment, «on est risqué», pour reprendre une expression chère à un loustic de ma connaissance.

Le *ti nèg tèt grenn Site Solèy* avait eu l'idée saugrenue, grenouillante, limoneuse, de se faire aussi gros que le bœuf Martelly pour mater d'honorables avocats. Il s'imaginait que le bovidé *Ti Pétion*, juste pour lui faire plaisir, pour laisser gonfler son ego, allait laisser pourrir la grève des avocats du barreau qui en avaient plein le c…avec son comportement de canaille, racaille, valetaille, arsouille et fripouille. Le goujat, le mufle, avait même eu la maladroite et insolente indélicatesse de confier à Jean Monard Métellus :«*M ap kraze* Barreau *a*».



Le beau Francisco René coupable de «délit de facies», selon la malicieuse description faite par un renard de politicien, l'ex-colonel à la tête du corps répressif des Léopards.

Finalement, qui *kraza* qui ? Ce furent les avocats du barreau qui eurent raison du malotru, non parce qu'ils avaient utilisé des moyens frauduleux, vils, honteux et méprisables comme Gwo Moso lorsque, par exemple, il se trouva, «par hasard», sur le chemin de Me André Michel pour le faire arrêter illégalement, après six heures du soir. Les avocats du barreau avaient simplement refusé de fonctionner dans l'aire politiquement et moralement pestilentielle d'un parquet empuanti par les *malodorances* immorales du commissaire de gouvernement de Port-au-Prince, Me Francisco René.

Ils *krazèrent* Gwo Moso par leur conviction, leur discipline, leur conviction en un idéal judiciaire galvaudé, vilipendé par Francisco ; par leur ténacité à lutter, unis, contre l'incarnation d'un mal pervers, dépravé, dévoyé ; par leur esprit de corps, leur sens de la dignité, leur moralité, leur probité professionnelle, leur honorabilité, leur incorruptibilité. Il faut saluer le courage de ces avocats qui, vêtus de leur toge, ont défilé dans les rues, bravé la violence imprévisible et fantasque du pouvoir, et montré qu'on peut se retrancher derrière les barricades de convictions morales fortes pour défendre des positions justes et honnêtes.



Contrairement au parfumeur Birotteau qui, dans le roman de Balzac, s'était relevé de sa décadence financière grâce au dévouement, à la diligence et à la reconnaissance de son ancien et fidèle employé Anselme Popinot, et grâce aussi à un généreux coup de pouce de Louis XVIII, on doute fort que *Gwo Moso* puisse jamais se relever de sa décadence morale, marcher la tête haute, jouer au grand nègre, se laisser aller aux mêmes turpitudes *gwomossottes*. D'ailleurs, et selon Jean Monard Métellus, durant son émission «Intersection», même les substituts du gouvernement du parquet de Port-au-Prince avaient jubilé à l'annonce de la révocation de Francisco René. Double et loqueteuse déchéance pour une loque politique et judiciaire.

S'il fallait emprunter à Balzac le long titre de son roman et l'adapter au personnage René, le présent article pourrait aussi bien s'intituler :«Histoire de la grandeur et de la décadence de Francisco René, *malfekteur*, chevalier de la Légion du déshonneur, ex-chef du parquet de Port-au-Prince, homme des basses œuvres du pouvoir Martelly, vil *sousou* corrompu, finalement vaincu par l'honorabilité et l'incorruptibilité des avocats du barreau de Port-au-Prince».

Mais ce pays est, comme on le sait, un «singulier petit pays». On a vu comment Calixte Valentin, conseiller de Martelly, est revenu tout doucement, sans tambour ni trompette à la ménagerie des conseillers du président, au palais national, après avoir été libéré sans jugement pour le meurtre présumé de Octanol Dérissaint. N'a-t-on pas vu un sénateur Lambert confier à Radio Métropole que Martelly devait arrêter de «se comporter comme un éléphant dans un magasin de faïence». C'était un vendredi 6 mai 2011. Par la suite, on ne sait par quelle gymnastique de caméléon, il est devenu un «conseiller spécial» du président Martelly, au même rang que l'ineffable Youri Latortue.

Il ne faudrait pas s'étonner si, dans un avenir pas trop éloigné, Gwo Moso reprenait du poil de la bête en se faisant récupérer par Martelly qui ferait de lui non pas un autre conseiller spécial, mais de préférence un conseiller *espécial*. En attendant, le commissaire du gouvernement Francisco René, «n'est plus»…

Komemorasyon masak 29 novanm lan: Eske ranbo vle rete pou kont kò l anfas tout lòt aktè sektè demokratik la?

Komemorasyon masak 29 novanm lan: **Eske ranbo vle rete pou kont kò l** anfas tout lòt aktè sektè demokratik la?

Ki rezon ki ka pouse yon ekip moun al tabli tant yo devan lokal yon anbasad etranje pandan yon jounen kòm 29 novanm? Ki rezon ki ka esplike sel grenn objektif **yon endividi, yon revolisyonè ki gen gwo anbision politik**, se pouse moun al blayi kò yo sou nat ak kapay devan yon misyon diplomatik, yon jou tankou 29 novanm?

Yon jou ki gen gwo sinyifikasyon e ki raple yon gwo dram. Yon jounen rigòl san, lè plizyè dizèn moun, bilten vòt nan men yo, te tonbe anba bal, alòske yo te pran chemen eleksyon nan lespwa yo te kapab kon sa, ede kòmanse chanje lavi tout yon popilasyon k ap tòde anba mizè.

Gen anpil esplikasyon, anpil repons ki tonbe devan tout kesyon sa yo. Genyen ki pale de nayivte, tèt di ak ògey. Genyen tou ki pale de **moun ki gonfle, ki gen vètij tèt anfle** ki vin prizonye pwòp rèv je klè yo, nan kwè yo se sant Ayiti e yo pa rete ak pè pap.



Soti agoch Venel Remarais, Hérold Jean François, anet Ann Sanderson Anbasadè meriken an Ayiti Anet Ann Sanderson, Jean Robert Argant ak Marcus Garcia 13 septanm 2009. *Photo Credit : Liliane Pierre-Paul*

Gen lòt ki pale de pwovokasyon gratis, ki pale tou de endividi ki kite yo pran tèt yo, **fè yo kwè yo se ranbo, sèl bowòm ki ka regle tout bagay** e k ap chache kon sa, simen divizyon, san okenn respè pou yerachi ak pou dirijan estrikti politik ki sanse ba yo batistè.

Men popilasyon ayisyèn lan ki, malgre tout kalamite, pote anpil viktwa depi lendepandans, espesyalman nan sa ki konsène libète laprès, libète la pawòl ak dwa pou l chwazi moun li vle pou dirije l, chak fwa gen eleksyon

Suite à la page (19)

Bandi legal touye Jean Kelly Gabriel


Jean Kelly Gabriel

Yon jèn gason byen pòtan ki rele Jean Kelly Gabriel, ki te gen 28 lane jwenn lanmò l vè 10:45 nan maten. Se bandi legal yo k ap opere nan vil la, k ap sikile sou motosiklèt ki touye li. Bandi sa yo moun pat rive idantifye te opere zak malonèt sa jou ki te mekredi 28 novanm lan, tou prè achiv nasyonal la nan Bisantnè, tou prè ansyan Palman an. Daprè sa yon ti frè l fè nou konnen ; Jean Kelly te vin fè tranzaksyon pou yon biyè avyon nan yon ajans vwayaj pou peyi Brezil. Bandi yo te ba l 4 bal 9mm sanzenkyetid yo pote ale 1352 dola meriken ki te nan pòch li.

Eske pèp ayisyen an kapab konte sou fòs Polis nasyonal la, pandan bandi legal achte tout peyi a lajan kontan . Deja lè n ap konstate kijan fòs Polis la desann kansonn nan lari paske jounen jodia se travay pouvwa Martelly l ap egzekite san rete tankou ansyen lame Ayiti.

PNH la bliye misyon li kòm fòs ki pa dwe chita sou okenn pati politik peyi ak okenn gouvènman. Epoutan se kòm si nou wè deviz polis la chanje : Pwoteje ak Sèvi a tounen pito Pwoteje sak Sèvi. Selon sa Ivenel yon Mekanisyen ki sou Granri bò Channmas deklare pandan nou te sou plas la nan lanmò "Gouvènman Martelly a pa vin jere zafè pèp vre, se pito yon pouvwa ki vin pwoteje richès grannèg ak boujwa k ap fè biznis. Yo san konsyans, yo malonèt epi pandan y ap jere richès pa yo non vann tout richès peyi a bay Kominote entènasyonal la. Bòs Ivenel mande Kominote entènasyonal la pou l sispann pwoteje dilè dròg la, paske pwoteje Martelly pou l ta rive fè 5 lane sou pouvwa a se toupizi pèp la nèt k ap viv nan salte ak lamizè chak jou pi plis.

Tercier Daniel ak Wendel Polynice

Nòt Komite Egzekitif Óganizasyon Politik Fanmi Lavalas pou laprès

Ndlr. Transcription à partir d'une source sonore.

Óganizasyon Politik Fanmi Lavalas toujou ap fè pwomosyon pou mete tout moun ansanm, e li toujou ap denonse esklizyon. Nan sans sa a, pòt Fanmi Lavalas toujou louvri pou tout moun ki enterese pataje vizyon ak li nan lide pou kapab fè pwomosyon pou demokrasi.

Tout militan ki swete adere ak Óganizasyon Politik Fanmi Lavalas li dwe respekte tout sa ki trase an tèm pwosedi manman lwa fondalnatal Fanmi Lavalas ak règleman enteryè pati a. Nan sans sa a, òganizasyon Fanmi Lavalas raple piblik la ak laprès ankenn moun sou kote Komite Egzekitif Fanmi Lavalas oubyen tout manb Komite Egzekitif la bay manda pou sa, pa abilite pou yo reprezante l ni pou yo aji nan non l ou nan non pati a. Ógnizasyon Politik Fanmi Lavalas pwoteste ak tout fòs li kont tout deklarasyon piblik ki sòti bò kote kèk moun ki prezante yo kòm mamb Fanmi Lavalas, senatè Moïse Jean Charles ak depite Arnel Bélizaire. Komite Egzekitif Fanmi Lavalas la pa resevwa jouk nan moman n ap pale la a, ankenn demand entegrasyon.


Claude Roumain k ap mache dèyè Maryse Narcisse

Atik 7 lwa fondalnatal Fanmi Lavalas li di : «admisyon kèk mamb, se règleman òganizasyon an ki reji li».

Pòtoprens, 2 desanm 2013

Pou Komite Egzekitif Óganizasyon Politik Fanmi Lavalas :

Dr. Maryse Narcisse, Kowòdonatris
Ansyen Depite Lionel Etienne, mamb
Dr. Jean Myrtho Julien, mamb
Agwonòm Anthony Dessources, mamb
M. Joel Edouard Vorbes, Konseye espesyal bò kote Komite Egzekitif la
M. Claude Roumain, Konseye espesyal bò kote Komite Egzekitif la
Dr. Gabriel Nicolas, Konseye espesyal bò kote Komite Egzekitif la

La «Note» de Venel Remarais : qui vise-t-elle et que vise-t-elle ?

Fanmi Lavalas a-t-elle franchi le Rubicon ?

Par Pierre Kiroule

Ndlr. *Ce texte a été soumis à la rédaction le 1er* décembre, soit 24 heures avant la publication de la «Nòt Komite Egzekitif Óganizasyon Politik Fanmi Lavalas pou laprès». (Voir p. 6)

Jusqu'à très récemment, on pouvait dire sans crainte de se tromper : «*Vox populi, vox lavalasi*», la voix du peuple, la voix de Lavalas. Mais depuis le vendredi 29 novembre 2013, un nouveau chapitre semble être en train de s'écrire dans les annales de l'histoire politique d'Haïti. En effet, alors que les organisations de base proches de Lavalas demandaient à la population d'aller manifester devant l'ambassade américaine, Fanmi Lavalas faisait paraître le mot d'ordre de prendre part à une commémoration (inattendue) en mémoire des victimes de la ruelle Vaillant en 1987.

Or, selon les reportages provenant de stations qu'on ne saurait soupçonner de sympathies lavalassiennes, les masses de Port-au-Prince ont choisi d'aller manifester devant l'ambassade américaine. Ils étaient «plusieurs milliers» sur le boulevard 15 octobre, en direction de l'ambassade, alors que à la ruelle Vaillant, les manifestants n'étaient que «quelques centaines». Fait curieux et intéressant : relativement tôt, la PNH décidait de disperser la manif la plus nombreuse à coups de gaz lacrymogène. «L'autre, de loin la moins nombreuse, n'avait été nullement inquiétée. Bizarre !

La veille, le jeudi 28 novembre, l'Agence Haïtienne de Presse faisait paraître sur son site une «Note» (glissée parmi les nouvelles) que l'on pourrait même titrer «*Deklarasyon Fanmi Lavalas*». Elle a été lue d'ailleurs sur les ondes de Radio Solidarité par Venel Remarais le matin du 29 novembre, juste avant la manifestation. Et Remarais avait même jeté en pâture aux auditeurs un «poisson de Novembre», quand il déclarait : il y aura à la Ruelle Vaillant «la présence d'une grande personnalité, qui ne sort pas». Á dessein, c'était un truc médiatique pour faire accourir les grandes foules lavalassiennes. Or,



Le président Michel Martelly (à gauche) et le PDG de Radio Solidarité, Venel Remarais

c'était un pur mensonge. De Remarais ou de l'auteur réel de la «Note» ?

De façon étrange, le texte débute d'emblée par une interrogation crue, assez bizarre, manifestement adressée à un leader politique important, sans doute gênant pour Fanmi Lavalas : «*Eske rambo vle rete pou kont kò l anfas tout lòt aktè sektè demokratik la*?» L'image évoquant Rambo est très forte, pernicieuse, pour ne pas dire méchante et cruelle.

En effet, John Rambo est un personnage mythique du monde du cinéma, un héros de la Guerre du Vietnam, errant de ville en ville à la recherche d'anciens compagnons d'armes. Les circonstances font de lui éventuellement un fugitif, mais un *superman* considérablement habile dans tous les aspects de survie et qui rentre en guerre contre les autorités. Dans l'imagerie traditionnelle, John Rambo est souvent représenté mitraillette à la main, prêt à détruire les méchants en les criblant de balles. Il est également un animal sauvage, arpentant les forêts et les contrées lointaines, dont la première défense est un couteau bien affûté. Bref, on place le chapeau d'un acteur de cinéma violent sur la tête de ce leader politique important, gênant pour Fanmi Lavalas .

Pourquoi cette attaque sournoise, typiquement politicienne, indigne de notre Lavalas des années antérieures? On tombe carrément dans le registre malsain des coups fourrés provenant d'anciens camarades de lutte métamorphosés en ennemis, arrivant «en pavillon masqué»; indice d'un manque de courage intellectuel, politique et moral, indigne de notre Lavalas des années d'antan, indigne de la noblesse d'âme de notre 16 décembre 1990. Le texte qui ne fait appel à aucune rationalité politique, est truffé de petites attaques perfides indignes de l'éthique politique Lavalas des années d'antan : «*yon endividi, yon revolisyonè ki gen gwo anbision politik... moun ki gonfle, ki gen vètij tèt anfle... nan kwè yo se sant Ayiti e yo pa rete ak pè pap*».

Et pourtant, et pourtant. N'importe quel membre de Fanmi Lavalas devrait se garder de tels propos relevant de ce mécanisme de défense appelé «projection». Peut-être que le coup d'Etat du 30 septembre 1991 (et son long cortège de cadavres) n'aurait pas eu lieu si notre leader d'alors n'avait pas fait preuve de *tèt anfle*, et avait écouté les conseils militaires avisés du capitaine Fritz Pierre-Louis de recourir à une «riposte urgente et appropriée» plutôt que de se complaire, en sa résidence, en compagnie des officiers-médecins Fourel Célestin et Nicolas Sperduto. Ce Pierre-Louis qui, du reste, «avait participé, de Miami étant, à la coordination de l'action militaire déclenchée pour faire échec au coup d'Etat perpétré le 7 janvier 1991 par Roger Lafontant et consorts».

Le coup d'Etat de Cedras-François n'aurait peut-être pas eu lieu si *tèt anfle* s'était débarrassé du «dangereux» colonel Michel François comme l'avait recommandé ce même Pierre Louis au flair politique et militaire raffiné dont le Grand Timonier n'était pas doté, et qui était au courant des manigances et des manœuvres ténébreuses du «boucher du Service de la Cafétéria». Si *tèt anfle*, tôt dans la soirée du 29 septembre, avait pris en considération les deux ou trois appels répétés et désespérés de l'ambassadeur (ami) Dufour l'assurant que Cedras était en train d'orchestrer le coup d'Etat. C'est d'ailleurs ce diplomate arrivé in extremis dans la demeure de *tèt anfle* qui l'embarqua quasiment de force dans sa voiture blindée et le conduisit jusqu'au palais national. On connaît la suite.

Contre ce leader politique gênant pour Fanmi Lavalas pleuvent les accusations gratuites relevant de basses pratiques politiciennes indignes de notre leadership d'antan :« *endividi ki kite yo pran tèt yo, fè yo kwè yo se ranbo, sèl bowòm ki ka regle tout bagay... popilasyon ayisyèn lan konnen se nan respè règ jwèt, e non, nan rebelyon tèt cho ak pike devan, tout viktwa rive posib... ni se pa ogèy ak anbisyon pèsonel yon grenn moun ki pral pouse yo aji tèt bese..*»

Là encore, n'importe quel membre ou sympathisant de Fanmi Lavalas devrait se garder de telles accusations nées de ce mécanisme de défense qu'est la projection. Le principal dirigeant de Fanmi Lavalas est connu pour sa «tête dure», *tèt di*, «*sèl bowòm ki ka regle tout bagay*», y compris des stratégies militaires. Pourquoi cet entêtement à rejeter les avertissements d'un diplomate ami au courant de l'imminence du coup

Suite à la page (19)

Haïti, vue de l'intérieur (12) Les routes et circulation en Haïti



Quelle instance s'occupe de la circulation routière en Haïti ? Est-ce le Ministère des Travaux Publics Transports et Communication ? Est-ce les autorités municipales ? Est-ce la Direction de la police routière ? Il serait louable pour tout le monde de savoir qui vraiment a la responsabilité de cette affaire

Par Catherine Charlemagne

Il ne fait aucun doute, en Haïti, les autorités qu'elles soient nationales ou locales perdent la tête. En octobre 2013, quelle a été la surprise de certains de constater que les rues de Pétion-Ville étaient couvertes de panneaux de signalisation routière, tout en anglais. Cela avait suscité bien des débats avant que la municipalité ne consente à les enlever. Pour plus d'un, c'était un pas de plus dans la perte de l'identité nationale. Un pas de plus dans la décadence de ce pays. Un pas de trop dans l'irresponsabilité des responsables étatiques. Bref, un nouveau pas dans la provocation et l'absurde aussi.

Cette incroyable affaire nous permet d'entrer de plein pied dans cette chronique de décadence d'un pays qui a failli. D'un Etat qui ne l'est depuis longtemps que de nom. Nous ne pouvons, en effet, à travers cette chronique, ne pas aborder la question des routes et circulation en Haïti. Pourquoi traiter en même temps ces deux sujets qui, en principe, pouvaient être traités séparément ? La réponse est que en Haïti, les gens ne font pas de distinction entre les deux. Routes et circulation par le traitement qu'elles reçoivent de la part des autorités responsables se confondent pêle-mêle. Prenons l'exemple de ce que les haïtiens appellent l'autoroute de Delmas. Cette grand-rue qui fut certes construite à l'origine en pleine forêt ne mérite nullement cette appellation d'autoroute. C'en n'est pas une.

Plus prosaïquement, l'on peut tout juste dire que cette rue est un boulevard. Reliant sur deux fois deux voies le centre ville de Port-au-Prince à Pétion-Ville en traversant la commune de Delmas dont personne ne sait s'il s'agit d'une extension de Port-au-Prince ou d'une ville à part entière. La route de Delmas est le prototype même de l'affabulation et du mélange des genres en Haïti. Si la route de Delmas est une autoroute, les autorités responsables ne la traitent pas à son statut d'autoroute. Et si c'est tout juste un boulevard de deux fois deux voies, là non plus, les municipalités de Delmas, de Port-au-Prince et pourquoi pas de Pétion-Ville, puisqu'elle relie les trois villes entre elles, ne l'aménagent pas en tant que telle.

Un autre bel exemple de l'incapacité des autorités étatiques de ce pays en matière de gestion des biens collectifs ou publics. Le boulevard La Saline. Une réhabilitation parfaite. Asphalte, marquage au sol, séparateur de chaussée, de larges trottoirs, éclairage public, bref le moins que l'on puisse dire, l'entreprise dominicaine qui a réalisé les travaux ont fait du bon travail. Ce grand boulevard relie la route nationale N°1, zone HASCO (Haitian American Suggar Compagnie) au boulevard Harry Truman qui la prolonge jusqu'au boulevard Jean-Jacques Dessalines zone de l'église Ste Bernadette , Martissant, reliant le nord et le sud de Port-au-Prince sans passer par la grand-rue. Sauf que, en moins de quelques mois, tout juste après son inauguration, une grande partie de ce bel ouvrage est envahi par les marchands du marché de la Croix-des-Bossales. Entre le carrefour au bas de la route de Delmas et la Capitainerie du port de Port-au-Prince, il ne restait qu'une seule voie de circulation.

Les trois voies situées coté marché plus deux autres coté douane ont été littéralement absorbées par le marché ou du moins par les marchands de toute sorte. Entre ce tronçon on peut rester jusqu'à trois heures sur place, tant il est impossible de circuler. Un embouteillage causé uniquement par l'occupation des voies par les marchands. Ce qui est absurde dans l'affaire, c'est du fait que ce sont les autorités gouvernementales, policières, municipales et même les parlementaires qui y circulent tous les jours. Ils ne trouvent rien à dire de cette situation intolérable. Parfois, l'embouteillage est tel que même les gyrophares et les sirènes des voitures officielles ne servent à grand-chose. Pourtant, nous sommes sur un boulevard à six voies. Malheureusement le boulevard La Saline est un exemple parmi d'autres. Et pour cause. C'est l'ensemble des routes nationales d'Haïti qui est systématiquement occupé par des marchés publics. La RN 2 est la pire de toutes avec une dizaine de marchés traversés.

Les plus difficiles demeurent incontestablement ceux de Cavaillon, Fond-des-Nègres, Viallet et Carrefour Dufort. Car, faut-il le rappeler, en Haïti tout se transporte et se fait par la route, fût-ce dans des conditions difficiles. Alors quel est l'état des routes en Haïti ? Mi figue mi raisin, répondons-nous. Car ici le but n'est pas de détruire, mais de dire telle quelle la vérité. Depuis quelque temps, certaines routes nationales et secondaires ont été réhabilitées. Et d'autres chantiers sont en cours, que ce soit en province ou dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, voire à l'intérieur des villes. Comme toujours, le plus grand problème avec les dirigeants haïtiens, c'est le suivi.

Prenons la problématique des nids de poules à travers les rues des villes et les routes du pays.

Cela arrive que l'Etat décide de faire goudronner une rue principale dans une commune ou une ville. Des

Suite à la page (13)

Y a-t-il un complot contre la production du riz en Haïti ?

Par Francklyn B. Geffrard

Après l'abattage systématique du cheptel porcin haïtien qui constituait un véritable compte bancaire pour la majorité des haïtiens, le démantèlement des usines sucrières du pays, l'invasion du marché local par des produits importés de toutes sortes et l'incitation à l'exode rural, les responsables gouvernementaux s'attaquent à la production de riz en Haïti.

Le riz est la principale denrée de consommation de base en Haïti. La consommation du riz a augmenté considérablement ces derniers temps dans le pays en raison d'un changement drastique des habitudes alimentaires des haïtiens. En effet, il semble que les haïtiens aient tendance à consommer de moins en moins ce que produit le pays. Ils semblent avoir adapté leur mode de vie, ceux qui vivent en ville pour la plupart, à celui des américains. A preuve, on ne sert plus ou presque de l'Ak100 comme petit déjeuner aux écoliers haïtiens. Il est remplacé dans le menu par les différentes variétés de céréale proposées par l'industrie de transformation américaine.

Parallèlement, la production agricole nationale continue de chuter inexorablement. Toutefois, en dépit du fait que la production rizicole nationale soit à son plus bas niveau, le riz n'est pas une denrée rare en Haïti. Plus de 75% du riz consommé en Haïti viennent de l'étranger. Le marché haïtien est pratiquement inondé de riz importé des Etats-Unis. Mais il n'y a pas que les Etats-Unis qui déversent leur surplus de riz sur Haïti.

Depuis quelque temps, ce sont les autorités haïtiennes qui entrent en compétition avec les producteurs de riz haïtiens. Selon les termes d'un accord passé entre les autorités haïtiennes et vietnamiennes, le Vietnam fournira à Haïti 300 mille tonnes de riz par an. Ce qui permettra de pallier, selon les dirigeants haïtiens, aux pénuries alimentaires périodiques très fréquentes en Haïti. Quand l'Etat importe aussi du riz, on ne peut raisonnablement espérer de changement substantiel ni structurel en matière de production nationale.

Cependant, l'importation massive de riz ne résout toujours pas le problème de la faim en Haïti. En raison du chômage qui affecte près de 70% de la population active, le prix du riz reste quasiment inabordable pour les petites bourses. Cette situation a provoqué une compression de l'économie au point que l'argent ne circule pas suffisamment dans le système de manière que les ménages puissent avoir accès aux produits de consommation de base. Autrement dit, la majorité de la population n'a pas de pouvoir d'achat. C'est un problème crucial. Car, l'inflation continue de grimper.

Loin de s'améliorer, la situation des Haïtiens tend à se dégrader davantage. Les petits programmes « sociaux » du gouvernement qui consistent à distribuer des kits alimentaires n'ont toujours pas d'impact significatif sur les conditions de vie des masses défavorisées. Au contraire, ils risquent de pérenniser une culture et une mentalité de misère fondée grandement sur l'assistanat. Selon une enquête conduite par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) en 2012, au moins 1.5 million d'Haïtiens vivent dans une situation d'insécurité alimentaire élevée. En d'autres termes, ils souffrent de la faim. Le coordonnateur de la CNSA, Garry Mathieu, souligne que, « 6.7 millions d'Haïtiens vivent dans l'insécurité alimentaire. Ceux d'entre eux qui connaissent une insécurité alimentaire modérée, environ 5 millions, ont accès à une alimentation réduite, soit deux repas par jour, ou encore, un et demi sur trois par jour. »

Cependant, dans un récent bulletin publié sur les perspectives des conditions de sécurité alimentaire, au début du mois de juillet, la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) s'est montrée particulièrement inquiète concernant une éventuelle accélération de la détérioration des conditions de sécurité alimentaire dans le pays. Selon la CNSA, « Les prix du maïs local et des haricots ont considérablement chuté, entre avril et juin. Celui du riz (importé et local) et de la farine de blé est en revanche à la hausse. En outre, en glissement annuel, hormis celui du sucre, les prix alimentaires sont de loin plus élevés en 2013 qu'en 2012. » A remarquer que les prix de certains des produits locaux continuent de dégringoler alors que les prix des produits importés ne cessent de s'apprécier. Malgré l'invasion du marché haïtien par le riz vietnamien commandé par le gouvernement, la CNSA estime que la « baisse de la disponibilité alimentaire locale, combinée avec la hausse des prix des produits alimentaires importés, le riz et la farine en particulier, fait craindre une détérioration plus significative des conditions de sécurité alimentaire dans le pays. »



La production rizicole nationale soit à son plus bas niveau, le riz n'est pas une denrée rare en Haïti.

Dans le cadre d'un accord passé récemment entre les gouvernements du Venezuela et d'Haïti, le premier ministre haïtien, Laurent Lamothe a promis, en échange du pétrole vénézuélien de produire et de vendre à des tarifs préférentiels des denrées alimentaires. Mr. Lamothe présente cet accord comme une aubaine pour l'agriculture haïtienne. S'exprimant sur le 6 Juillet 2013, Laurent Lamothe a dit vouloir rompre avec le libéralisme des précédents régimes. « Les gouvernements précédents ont appliqué une politique ultra-libérale, selon Laurent Lamothe. Ils ont cassé toutes les taxes, les tarifs douaniers et tous les produits ont envahi notre pays. Notre production nationale est tombée à zéro, dénonce-t-il.» Il blâme ses prédécesseurs.

Laurent Lamothe a peut-être raison sur au moins une chose. Sous les précédentes administrations, les tarifs douaniers ont effectivement baissé sous la pression des États-Unis. Cependant, sous son gouvernement, très peu d'efforts ont été consentis en matière d'investissement dans le secteur agricole. En plus, son administration semble avoir opté pour l'officialisation de l'importation du riz en guise de support à la production nationale.

Quand serons-nous en mesure d'honorer notre engagement envers le Venezuela ? Nous sommes dans l'impossibilité de nourrir notre population parce que nous ne produisons pas assez. Pourtant, ironiquement, nous prétendons pouvoir produire pour répondre aux besoins du pays qui finance à 94% le budget d'investissement d'Haïti. C'est comme si le Venezuela nous payait pour produire pour lui. Autant dire qu'Haïti est encore loin de sortir de sa situation d'assistanat. Cette politique ne fait que perpétuer durablement la mendicité. On se complait donc dans la misère et la crasse.

Depuis 2008, Haïti achète à crédit le pétrole du Venezuela via le programme Petrocaribe. Ce qui a entraîné une dette s'élevant aujourd'hui à un milliard de dollars. Le Venezuela a décidé de ne pas réclamer cette somme. En revanche, la République Bolivarienne espère recevoir d'Haïti les denrées alimentaires dont elle a besoin et qu'elle ne produit pas. Le défi qui est devant nous est immense ; car aujourd'hui, l'insécurité alimentaire touche au moins deux haïtiens sur trois.

C'est dans ce contexte d'extrême pauvreté et de misère absolue que vit la population haïtienne. Cependant, jusqu'au début des années 90, Haïti était quasiment autosuffisante en matière de production de riz. Par exemple, en 1985, la production de riz s'élevait à 125 mille tonnes par an. En 2004, elle est tombée sous la barre des 80 mille tonnes par an. Il est un fait que le pays vit toujours à l'heure d'une agriculture de subsistance- une agriculture utilisant encore des moyens rudimentaires ; mais le pays avait les capacités de production nécessaire à nourrir sa population.

Toutefois, depuis que le pays a perdu sa souveraineté et que ce sont les institutions financières internationales qui définissent la stratégie économique d'Haïti, la production nationale a reçu un coup de massue. Elle a connu une chute vertigineuse. D'autant qu'aucune politique de redressement n'a jusqu'ici été mise en œuvre. Les politiciens sont plus préoccupés par des manœuvres relatives à la prise et au maintien du pouvoir politique. Aucune politique d'intégration des paysans n'a été appliquée. Pourtant, la majorité de la population vit en milieu rural.

Comment sommes-nous arrivés là ? Après la chute de la dictature des Duvalier en 1986, le pays a été contraint par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) d'appliquer des programmes d'ajustement structurel. Ces programmes comportaient quatre grands volets : la réforme du système fiscal, un programme de privatisation, une politique monétaire restrictive et une politique de libéralisation commerciale. L'obligation pour Haïti de mettre en œuvre ces réformes le plaçait déjà dans une situation de dépendance économique renforcée.

D'abord, le Conseil National de Gouvernement (CNG) (junte militaro-civile) héritier du pouvoir politique le 7 février 1986 date à laquelle Jean-Claude Duvalier a dû fuir le pays, a dans le cadre d'une politique populiste, adopté des mesures relatives à la libération du marché. C'était une période dite de bamboche démocratique où le sac de riz de 50 kilos se vendait jusqu'à 90 gourdes, soit 18 dollars HT. Inconsciente des méfaits de cette baisse spectaculaire des prix des produits de première nécessité sur le marché local, la population s'en donnait à cœur joie. Ce riz importé des Etats-Unis était en vérité un cadeau empoisonné. On en paie encore les conséquences. Avec la libéralisation du marché dans les années 80, le volume des importations s'est accru de manière considérable.

En 1995, la production rizicole nationale a pris un coup fatal. La Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire Internationale (FMI) ont baissé les taxes sur le riz importé de 50% à 3%. Ce riz provenant des Etats-Unis d'Amérique est subventionné. Vendu à bon marché, il a envahi le pays. Par exemple, le 10 mars 2010, devant le comité du Sénat pour les Relations Internationales, l'ancien président américain William Jefferson Bill CLINTON a publiquement reconnu son erreur pour la politique de libre échange qu'il a imposée et qui a détruit la production de riz d'Haïti. «J'ai vraiment envie de célébrer cette belle prise de conscience, tardive mais réelle, qui je pense va ébranler un peu plus notre système économique dans ce qu'il a de plus morbide. » La conséquence logique et immédiate de cette politique a été plus que désastreuse pour la production du riz national.

Le pays importe une bagatelle de 400.000 tonnes métriques de riz chaque année des Etats-Unis. Selon les chiffres du Département de l'agriculture des États-Unis, en 2008 Haïti a été le troisième plus grand importateur de riz provenant des Etats-Unis après le Mexique et le Japon. Rien que le riz, le pays en importe pour la somme de 200 million de dollars chaque année. Cependant, plus de la moitié de la population globale du pays est mal nourrie et plus de 80 pour cent de la population rurale vivent en-dessous du seuil de la pauvreté absolue. Autant dire que manger à sa faim, droit fondamental et inaliénable de tout peuple, devient carrément un luxe dans ce petit coin de terre d'à peu près 11 million d'habitants.

Ce qui est arrivé au pays en matière de production de riz résulte d'une politique d'abandon de la paysannerie. Depuis l'indépendance nationale, les élites haïtiennes n'ont pratiquement rien fait pour transformer cette classe de paysans en agriculteurs. Henri Mendras, dans son livre intitulé : « La fin des paysans » fait la promotion pour une nouvelle classe d'agriculteurs qui disposent des moyens modernes pour transformer la terre. Une fois devenus agriculteurs, ces paysans pourraient constituer une nouvelle catégorie d'entrepreneurs qui créent des emplois. C'est ce qu'a fait le Vietnam dont Haïti importe du riz actuellement. Et l'expérience vietnamienne a réussi.

Trente (30) ans de cela, le Vietnam faisait face aussi à des pénuries alimentaires. Cependant, grâce à la régulation du secteur foncier, des investissements massifs dans l'agriculture et dans l'éducation, ce pays de 331 041 km² est aujourd'hui le deuxième **ex**portateur de riz dans le monde (*alliance-sud*, février 2010). Depuis 2010, le Vietnam est un pays à revenus intermédiaires. Après avoir accédé à l'OMC en 2007, le pays ambitionne de devenir une économie industrialisée à l'horizon 2020. Ces dernières années, les autorités vietnamiennes se sont attelées à apporter des réponses à la crise économique, l'éducation, la restructuration des entreprises publiques et la lutte contre la corruption.

En 2011, le Vietnam a produit 40 millions de tonnes de riz. La plus grande partie de ce riz est cultivée sur 7,2 millions d'hectares par quelque 10 millions de familles d'agriculteurs dont chacune cultivant une surface comprise entre un demi à un hectare. En Haïti, le parcellement des terres a toujours été mis en avant pour expliquer l'échec de l'agriculture. Pourtant, le mode communautaire et associatif appliqué au Vietnam sur des parcelles de terre a donné des résultats. Tout dépend de la stratégie employée.

Haïti exportait, par année, environ 3 millions de tonne de sucre de canne, 31,000 mille tonne de café, du sisal et du cacao. Sur la liste des produits d'exportation d'Haïti figurent entre autres la noix de coco, le tabac, le coton, le maïs, le cacao, le riz, la banane, le vétiver et les huiles essentielles. Jusqu'à la fin des années 80, le secteur agricole employait plus de 70% de la population active. L'insuffisance d'infrastructures et le manque d'irrigation ont des impacts négatifs considérables sur l'agriculture haïtienne. A cela s'ajoutent l'érosion des terres et les catastrophes naturelles. En raison de l'érosion, Haïti perd l'équivalent de 20,000 tonnes de terres arables chaque année. Cependant, en dépit de cette situation catastrophique, le pays dispose encore d'un fort potentiel agricole.

Haïti est constituée de 54% de montagne, le reste en plaine. Dans le cadre de l'accord passé entre Haïti et le Vietnam, il est prévu l'envoi d'experts vietnamiens en vue d'aider à la mise en place d'un système de production de riz de montagne. Produire du riz dans les montagnes haïtiennes devrait constituer une révolution agricole. Cet acte participerait de l'augmentation de la surface cultivable du pays, sans compter les plaines de Maribarou (Nord-Est), de l'Artibonite (Artibonite) et des Cayes (Sud) qui ont déjà un très grand potentiel agricole. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une politique tendant à relancer la production agricole nationale.

Pays de paradoxe

Haïti est définitivement un pays de paradoxe. C'est le pays où même le paradoxe est normal. Comment imaginer que, jusqu'au début des années 50, Haïti avait un fort niveau d'exportation commercial alors que de nos jours on parle à peine de la relance de la production nationale ? Et dans le même temps, les autorités parlent de faire d'Haïti un pays émergent en 2030. N'est-ce pas un paradoxe ? Mais, il y a mieux que le paradoxe. Quand un gouvernement fait de la concurrence à la production nationale de son pays en important massivement du riz de l'étranger et en assure la promotion, il s'agit d'un complot. Quand, en plus, ce même gouvernement fait de la propagande pour ce riz appelé 10/10 importé du Vietnam, il obtient 10/10 dans son projet de destruction de la production nationale. C'est une vraie conspiration contre la production nationale et contre les paysans haïtiens qui se trouvent livrés à eux-mêmes sans défense et sans protection.

Ironie du sort, les dirigeants déclarent vouloir faire d'Haïti un pays émergent à l'horizon 2030, dans dix-sept ans. Cependant, Haïti continue d'être le seul pays moins avancé dans les caraïbes et en Amérique. Le pays n'offre pas assez de facilité pour y investir et y créer suffisamment d'emplois susceptibles d'améliorer le niveau de vie de la majorité des Haïtiens qui continuent de vivre avec moins de deux dollars américains par jour. Autrement dit, Haïti s'enfonce donc dans une spirale du désespoir difficile à casser.

Francklyn B. Geffrard
Journaliste independent

Wage Hike in Haiti Doesn't Address Factory Abuses

By Jane Regan

PORT-AU-PRINCE, Dec 3 2013 (IPS) - Haiti's minimum wage will nudge up 12% on Jan. 1, from $4.65 to $5.23 (or 200 to 225 gourdes) per day. Calculated hourly, it will go from 58 to 65 cents, before taxes.

But the raise will not affect Haiti's 30,000 assembly factory workers, who are supposed to already be receiving about seven dollars for an eight-hour day – about 87 cents per hour. Recent studies have found rampant wage theft at almost two dozen of the factories that stitch clothing for companies like Gap and Walmart.

The wage hike comes almost five years after the Haitian parliament asked for a 200-gourde minimum wage, then worth $4.96 a day, but failed to overcome Washington-backed industry opposition [see sidebar].

Agreed to on Nov. 29 by a government-convened Council on Salaries (CSS) – made up of labor, business and government representatives – the raise falls far short of the minimum wage of $11.63 (500 gourdes) that factory worker unions and others were demanding.

Last month, in the capital and in Haiti's north, the Collective of Textile Factory Unions federation (KOSIT), which represents workers in three industrial parks, mobilized for the 500-gourde wage.

On Nov. 7, to chants of "500 gourdes! 500 gourdes!," over 5,000 workers and supporters marched outside the gates of a free trade zone on the border of the Dominican Republic in Ouanaminthe. Hundreds of others marched on Nov. 26 in the capital.

The factory owners countered late last week with an open letter which pled to "keep Haiti competitive" with what they identified as their "big rivals" – Bangladesh, Cambodia, and Vietnam, countries all known for harsh conditions and abuse.

"We recognise that the clothing and assembly sectors are not ends in and of themselves, but they can be a very important stimulus and can serve as a motor to help Haiti open up and present itself as a country that is changing and modernizing," said the 23 Haitian, Dominican, and South Korean factory owners and industrialists from the Association of Haitian Industries (ADIH).

Two days later, on Nov. 29, eight of the nine members of the CSS, including all three union representatives, approved the 225-gourde wage.



Union members, other workers and their supporters demonstrate to demand a 500-gourde minimum wage in Port-au-Prince on Nov. 26, 2013.

(None of the union representatives were from KOSIT.)

"If I hear there is going to be a demonstration, I'll be there. I cannot make it with this pocket change. The bosses know that."
Haitian garment worker

Yannick Etienne of Batay Ouvriye (Workers Struggle), a labor group which supports KOSIT and other textile unions, said her organisation and the unions disagree with the 225-gourde salary.



Workers stitch Hanes tee-shirts at a factory in the CODEVI free trade zone in Ouanaminthe, Haiti.

"We think it is a shame that the CSS union representatives agreed to the miserable wage of 225 gourdes. At a meeting the night before, we requested that they refuse to sign any agreement that was less than 300 gourdes," Etienne told IPS.

Rampant wage theft

The country's 30,000 workers – almost two-thirds of them women – in Haiti's free trade zone assembly factories stitch together clothing for Gap, Gildan Activewear, Hanes, Kohl's, Levi's, Russell, Target, VF, and Walmart. Haitian law stipulates that "the price paid per production unit… must be set in a way that permits a worker to earn at least 300 gourdes for an eight-hour day.

But recent studies by three different international groups, including the UN's International Labour Organisation (ILO), have documented that the vast majority of workers receive the legal minimum only rarely: about 25% of the time, according to the ILO.

A 29-year-old mother who works at the Multiwear factory, which makes tee-shirts for Hanes, is one of those being gypped. (Like all workers interviewed for this story, she agreed to speak only on the condition of anonymity.)

"I support my four-year-old, and two sisters, and one brother," she told IPS. "Sometimes I make the quota and get 300 gourdes, but just once in a while."

In its October 2013 report, the ILO's Better Work textile factory monitoring program found all 23 factories surveyed, including Multiwear, to be "non-compliant" with the law. To be "compliant," Better Work said that "at least 90% of experienced workers" should be able to make 300 gourdes in an eight-hour day.

The mother is her family's sole support. "I am the oldest," she continued. "Right now, my husband is not working. We live in one room."

She wants the minimum wage to be raised, but said "many people won't even show up to a sit-in, because if the bosses think you support a wage hike, you'll immediately be fired."

Workers, KOSIT leaders, several reports and many economists agree that 225 gourdes, and even 300 gourdes, are not living wages.

A 2011 study by the U.S.-based AFL-CIO's Solidarity Centre held that a factory worker living in the capital and supporting two children would need to earn about $29 per day (1,152 gourdes), six days a week, to support his or her family.

A 54-year-old worker from One World Apparel, owned by former presidential candidate Charles Henri Baker, also rarely earns 300 gourdes, she told IPS.

"When the boss started to hear talk about the minimum wage going up, he clamped down on us," said the mother of three, who said she has worked at One World for eight years.

"You have to do 75 dozen pieces, but not every job is the same. Sometimes you can make the quota, but sometimes you can't. No matter what the job is, the number is the same. Once in a while, if I work really hard, I can at least make 225 gourdes," she added.

Both Gildan and Fruit of the Loom recently released statements promising to ensure their subcontractors respected the 300-gourde minimum.

"It is our view that the clear intent of Haiti's minimum wage law is for production rates to be set in such a manner as to allow workers to earn at least 300 gourdes for eight hours of work in a day," Fruit of the Loom said in a statement. "Based on our independent investigation, we concur with the WRC that the garment industry in Haiti generally falls short of that standard."

In addition to denying most workers the 300-gourde minimum, bosses were regularly cheating laborers out of overtime and making them work essentially for free, according to a report from the Washington-based Workers Rights Consortium (WRC), issued Oct. 15, 2013.

In Stealing from the Poor, based on worker interviews and pay stubs from five factories (four in the capital and SAE-A at the Caracol Industrial Park), the WRC found repeated cases of employers paying workers the incorrect amount for overtime hours. (The ILO reported only 9% of factories cheating workers out of overtime.)

In the capital, WRC maintains that at the four factories surveyed – One World, Genesis, Premium and GMC – workers were "being cheated of an average of seven weeks' pay per year." Workers sometimes willingly work "off the clock" in order to make the quotas necessary to be paid 300 gourdes, the group reported.

Economist Camille Chalmers, director of the Haitian Platform Advocating an Alternative Development (PAPDA), is highly critical of the Haitian government for, among other things, not enforcing the 300-gourde minimum. He has called for a 560-gourde minimum wage.

"The government does not play the role of arbiter, as it should," said the university professor while speaking at a Nov. 18 meeting on the wage issue. "Government authorities instead tend to listen to the embassies, to ADIH… Our government is really tied to the upper class, the oligarchy."

The current government – whose slogan is "Haiti is Open for Business!" – has pushed Haiti's low wages at numerous national and international conferences.

The mother of three agrees that the minimum wage needs to go up to at least 500 gourdes.

"If I hear there is going to be a demonstration, I'll be there," she told IPS. "I cannot make it with this pocket change. The bosses know that. They are just cruel."

The recent ILO/Better Work report is the seventh Better Work report to document shortfalls and violations.

Additional reporting by Patrick St. Pré.

Salary Hike Was Blocked in 2009

The last time minimum wage was discussed, in 2009, the U.S. Embassy got into the game.

According to cables released by WikiLeaks and analyzed by The Nation and Haiti Liberté, ADIH members worked with the embassy to prevent parliament from raising the minimum wage from nine to 62 cents an hour, or from 70 to 200 gourdes

At the time, President René Préval appeared to be supportive.

ADIH fought hard against the plan, issuing a report partially funded by USAID that claimed Haiti would be "uncompetitive" if factory wages rose.

MANIFESTATION MONSTRE À TEGUCIGALPA !

Ce dimanche 1er décembre, à l'appel de Liberté et refondation (LIBRE), des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue à Tegucigalpa. La manifestation eut été encore plus importante si, dans une attitude plus proche d'une dictature que de celle d'un pays dont la Mission d'observation de l'Union européenne vient de saluer un processus électoral « transparent », au cours duquel « les candidats et candidates de tous les partis ont pu exercer leur liberté de réunion, d'expression et de mouvement », l'armée n'avait intercepté et bloqué les bus et caravanes des militants venant des quatre coins du pays et en particulier d'Olancho, de San Pedro Sula et de Choluteca.

Au cours de la matinée, la candidate présidentielle Xiomara Castro et le coordinateur général de LIBRE, Manuel Zelaya, ont réitéré leurs dénonciations sur une fraude massive et ont annoncé qu'ils contesteraient officiellement les résultats du scrutin, comme la loi électorale le leur permet, devant le Tribunal suprême électoral, dès lundi 2 décembre.

La journée a également été marquée par les obsèques de José Antonio Ardón, militant de LIBRE assassiné le 30 novembre par quatre hommes masqués, alors qu'il participait à la préparation de cette manifestation. On estime que, depuis le coup d'Etat de 2009, plus de deux cents militants, sympathisants et cadres intermédiaires de LIBRE ont été exécutés, sans qu'aucune enquête n'ait été entreprise par les autorités.

***

Honduras : un observateur électoral de l'Union européenne dénonce...

Par Maurice Lemoine

Ce dimanche 24 novembre 2013 restera dans toutes les mémoires au Honduras. Alors que, depuis plus d'un siècle, deux partis dominent la vie politique – le Parti national (PN) et le Parti libéral (PL) –, neuf sont en lice ce jour pour élire un président, 128 députés et 298 maires. Parmi eux, quatre sont nés depuis le coup d'Etat qui, le 28 juin 2009, a éjecté du pouvoir le président Manuel Zelaya, issu du Parti libéral, mais qui, menant une politique réformiste modérée et rejoignant l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), fut trahi par une partie des siens, étroitement liés à la poignée de familles qui constituent l'oligarchie.

Pendant la fin de campagne, deux candidats à la magistrature suprême ont tenu le haut du pavé : pour le Parti national (PN), Juan Orlando Hernández (dit « JOH »), président d'un Congrès monopolisé par ceux-là même qui, en 2009, ont rompu l'ordre institutionnel ; pour Liberté et refondation (LIBRE), une formation vieille d'à peine dix-huit mois issue du mouvement de résistance aux putschistes, Mme Xiomara Castro, épouse de M. Zelaya (qui ne peut se représenter).

Tandis que les médias locaux – La Tribuna, La Prensa, El Heraldo, l'ensemble des chaînes de radio et de télévision, à de rares exceptions près – semblent se livrer à un concours pour savoir lequel se montrera le plus hostile à l'égard de LIBRE, la tension monte inexorablement entre les tenants d'un libéralisme sauvage, dans une société en voie de militarisation (le PN), et les partisans d'un socialisme démocratique ayant entre autres objectifs la convocation d'une Assemblée nationale constituante (LIBRE).

Au soir du 24, bien que chacun s'accorde à constater qu'aucune violence ou débordement n'a affecté la journée, les coups de théâtre ne manquent pas. Alors que les bureaux de vote ferment à 17 heures, une première rumeur monte du siège du Parti national, vers 18 heures : « JOH » l'a emporté.

Pourtant, à 18 h 47, depuis le luxueux hôtel Plaza Juan Carlos où le Tribunal suprême électoral (TSE) a établi ses quartiers, son président, M. David Matamoros, annonce aux médias que, peu de résultats étant remontés jusque-là, il reviendra faire une déclaration « à 21 heures, ou avant si 20 % des votes ont été dépouillés ». Puis il précise qu'à partir de 19 heures, « les sondages "sortis des urnes" peuvent être diffusés ».

Il n'en faut pas plus pour que, à 19 h 25, l'euphorie s'empare de l'hôtel Clarion où les journalistes ont été convoqués : Mme Xiomara Castro y annonce que, sur la foi de ces sondages, elle est « la prochaine présidente du Honduras », avec 29 % des voix (il n'y a qu'un tour). Sans tenter de contrôler le plaisir qui monte en eux, les militants de LIBRE rugissent littéralement de joie.

A 20 h 34, douche froide : sur un peu plus de 20 % des actes électoraux, le TSE crédite le PN de 34,07 % et LIBRE de 28,36 %. Mais, curieusement, on apprend que, figurant parmi les résultats désormais reçus à Tegucigalpa, 19 % des actes ont été écartés, dirigés vers un chapitre intitulé « actes spéciaux » et ne seront pas publiés. Coordinateur général de LIBRE, M. Zelaya s'inquiète : « A 19 %, il ne s'agit pas d'erreurs ponctuelles ; il faut envisager la nullité du processus. » Le candidat à la fonction de designado (une sorte de vice-président), Enrique Reina, prévoit immédiatement une réunion avec les observateurs internationaux.

Le moins qu'on puise dire est que ceux-ci ne manquent pas, l'élection du président en exercice, M. Porfirio « Pepe » Lobo (PN), en novembre 2009, quatre mois après le golpe, ayant été très contestée. Pas moins de sept cent cinquante se trouvent sur place, dont cent quatre-vingt « officiels », la plupart envoyés par l'Organisation des Etats américains (OEA), le Centre Carter et l'Union européenne (quatre-vingt-dix-neuf personnes provenant de vingt-six pays membres et de la Norvège).

A 21 h 03, sur la base de ces résultats plus que partiels, le Parti national et « JOH » se proclament quasi officiellement victorieux. Dès lors, dans la nuit étoilée de la capitale, la polémique commence à enfler. LIBRE conteste les résultats.

Vers 22 heures, à cinq minutes d'intervalle, dans l'imposant centre de presse installé dans l'hôtel qui abrite le TSE, nous faisons deux rencontres qui, à elles seules, pourraient résumer la journée (et celles qui vont suivre). Lors de la première, apercevant notre accréditation de journaliste, deux observatrices nationales, de ce qu'on appelle « la société civile », s'approchent de nous : « Ce que nous avons vu ne nous plait pas, on ne veut pas le cautionner. Il y a une fraude évidente. On va faire un rapport, mais à quoi servira-t-il ? » A quelques pas de là, nous croisons Mme Ulrike Lunacek, chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE), que les protestations de LIBRE semblent indisposer : « Tout ce que nous avons pu observer dans les bureaux de vote et la transmission des données est correct, nous confie-t-elle en souriant. Il faut respecter les règles du jeu. LIBRE, avec son poids, pourra jouer un rôle important au Congrès, y compris en passant des alliances. Et il y aura une prochaine fois. Mais ce pays ne peut pas s'offrir le luxe d'une crise. » Puis, interrogée par les médias honduriens, elle demande « de la patience aux candidats présidentiels » et met l'accent sur la transparence du processus ainsi que sur la participation massive des citoyens. Dès cet instant, pour elle, et bien qu'on n'en soit qu'aux prémices du dépouillement, l'affaire semble tranchée.

Il faut attendre 23 h 17 pour que M. Matamoros déclare : 54,47 % des actes ayant été examinés, « JOH » est « en tête » (34,14 % des suffrages), précédant Mme Castro (28,43 %), le candidat du Parti libéral Mauricio Villeda (21,03%) et le dirigeant du tout nouveau Parti anticorruption, M. Nasralla (15,73 %). En divulguant ce dernier résultat de la journée, M. Matomoros fait savoir que ce « résultat partiel » ne permet pas de proclamer un vainqueur, mais, surtout, pour ceux qui savent entendre, que le TSE a constaté des « incohérences » portant « sur au moins 20 % des actes électoraux ».

D'après le représentante de LIBRE auprès du conseil consultatif du TSE, Mme Rixi Moncada, il existerait une « manipulation des données réelles » et « plus de mille neuf cents actes [qui pourraient représenter quatre cent mille voix] de départements où LIBRE arrive en tête n'ont pas été incorporés au système de comptage [1] ». Il convient de préciser que, depuis de nombreux mois, les dirigeants de LIBRE mettent en doute la fiabilité du Système intégré de scrutin et de divulgation électoral (Siede) permettant le transfert des résultats des bureaux de vote par scanner. « On a fait des essais, nous avait confié M. Ricardo Delgado, secrétaire aux relations internationales de LIBRE, quelques jours avant le scrutin, et la capacité de transmission a été de 30 %. »

De tout le pays, au fur et à mesure que le TSE annonce des résultats bientôt jugés « irréversibles » en faveur de M. Orlando Hernández, remonte une litanie de dénonciations qui vont de l'achat de votes à la rétention de résultats favorisant LIBRE par les responsables des bureaux de vote appartenant au Parti national, le trafic des accréditations des représentants des partis auprès des urnes [2], la participation des morts et le décès des vivants… Le scandale prend une telle ampleur que, le 25 novembre, M. Zelaya déclare : « Il est certain que nous avons perdu dans beaucoup d'urnes, mais il est tout aussi certain que nous avons gagné dans des milliers d'autres, et nous ne sommes pas disposés à renoncer à notre victoire », avant de menacer de descendre dans la rue. Plus étonnant en apparence, M. Nasralla, avec ses plus de 15 % des voix en représentation du Parti anticorruption, se joint à LIBRE pour dénoncer « une fraude ahurissante » et évoque l'« installation d'une dictature au Honduras ».

Dans un tel contexte, c'est avec beaucoup d'intérêt qu'est attendu le rapport préliminaire de la Mission d'observation de l'Union européenne. Présenté le 26 novembre et commenté, entre autres, par Mme Lunacek, dans une salle où se pressent les médias, celui-ci mentionne un certain nombre de dysfonctionnements constatés durant la campagne : registre électoral ni précis ni fiable (le nom de 30 % des citoyens y figurant étant sujet à caution), manque de transparence dans le financement des partis, inégalité de traitement dans les médias. Toutefois, semblant estimer qu'il s'agit là d'aspects somme toute secondaires, ce document offre comme information principale, reprenant le titre du rapport, qu'après « une campagne opaque et inégale », « le vote et le dépouillement ont été transparents [3] ». Et, à la surprise de beaucoup, il ne mentionne nulle part que deux partis, représentant ensemble environ 50 % des électeurs, dénoncent une fraude massive et refusent d'entériner le résultat annoncé.

Un journaliste s'en étonne - Giorgio Trucchi -, de l'agence brésilienne Opera Mundi. Question apparemment délicate. N'ayant manifestement pas l'intention de se laisser entraîner dans un débat théologique, Mme Lunacek tourne autour du pot, argue que les contestataires peuvent déposer des recours devant les instances adéquates – c'est-à-dire le TSE – et, sourire de rigueur vissé aux lèvres, n'en dit pas plus sur la question.

S'ajoutant à la prise de position de l'OEA, qui va dans le même sens, cette onction de l'Union européenne au candidat du Parti national a d'immédiates répercussions. M. Juan Orlando Hernández reçoit les félicitations, et donc la reconnaissance, des Etats-Unis, du Panamá, de la Colombie, du Guatemala, du Costa Rica et même du… Nicaragua sandiniste ! Difficile de revenir en arrière, désormais.

Le 27 novembre, le PAC et le Parti innovation et unité (Pinu) dénoncent le TSE qui, sans consulter le conseil consultatif, et donc les partis, organise à minuit une « session spéciale » pour examiner les « actes électoraux incohérents ». Pris la main dans le sac, le TSE affirme que, suite à cette intervention, ce petit travail entre amis ne sera pas pris en considération. Comme beaucoup d'autres, le juge espagnol Baltasar Garzón, membre d'une mission de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), déclarera bientôt : « Le processus électoral au Honduras a été très préoccupant. Du point de vue de la mission dont j'ai fait partie, nous sommes amenés à dire qu'il y a eu fraude électorale par différents mécanismes et différentes voies. » Mais, chacune de ces dénonciations est immuablement suivie d'une contre-dénonciation du TSE. Ainsi, ce même 27 novembre, rapport aux accusations lancées par LIBRE et le PAC, M. Matamoros assure que le processus électoral a été validé par l'observation internationale à travers l'Union européenne, l'OEA, le Centre Carter, etc.

Suite à la page (16)



Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue à Tegucigalpa pour dénoncer la fraude électorale à l'appel du Parti Liberté et refondation



L'élection présidentielle du 24 novembre dernier a eu lieu dans un contexte qui a laissé entrevoir les risques d'une fraude qui empêcherait la victoire de la candidate du Parti liberté et refondation



L'ex- président Manuel Zelaya et son épouse Xiomara Castro



A Tegucigalpa, Honduras, la candidate à la présidence Xiomara Castro monte sur le toit d'une voiture transportant le cercueil de l'un de ses partisans José Antonio Ardón tué au cours d'une manifestation contre la fraude électorale.
(Fernando Antonio / Associated Press / 1 Décembre, 2013)



Les observateurs, ont beaucoup insisté pour que le rapport soit corrigé, mais on leur a repondu par la négative

L'impérialisme, son rôle structurel !

Par Marc Harpon

Ci-dessous est donnée la version écrite de ma conférence lors de la journée de formation organisée par les Jeunes Communistes du 92 sur le thème de l'impérialisme. Les militants assemblés pour entendre les intervenants se sont vus remettre une copie des principaux textes cités (Marx, Hobson, Lénine, Galeano), ainsi que d'un article de Libération et d'un extrait d'un site consacré à l'histoire d'une tristement célèbre entreprise américaine. C'est que j'ai la conviction que l'apprentissage de la pensée critique et autonome ne peut pas se faire sans supports, notamment issus des œuvres classiques traitant de telle ou telle question.

L'impérialisme c'est quoi ?

Le mot « impérialisme » a deux sens. Il désigne d'abord toute politique de construction, conservation, développement d'un Empire, c'est-à-dire d'un ensemble de territoires subordonnés à un autre C'est en ce sens seulement qu'on peut parler d'impérialisme français, américain ou britannique. En un autre sens, l'impérialisme, c'est une certaine étape du développement des économies capitalistes. John Atknison Hobson, le premier auteur a avoir étudié cet impérialisme là parle parfois du « new imperialism », le nouvel impérialisme, Lénine, lecteur d'Hobson et auteur de l'étude sans doute la plus classique sur le thème, parle de « stade suprême du capitalisme » et Staline parle de « l'époque impérialiste ». Mais puisque ce deuxième sens de l'impérialisme en fait une période ou une ère déterminée de l'histoire du capitalisme, il ne faut plus se demander « L'Impérialisme, c'est quoi ? » mais plutôt, « L'impérialisme, c'est quand ? ».

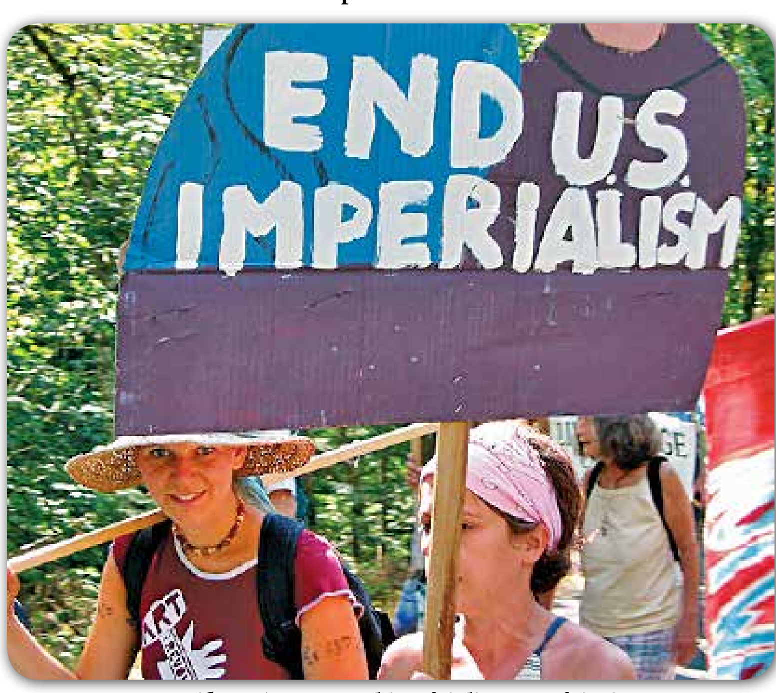
L'impérialisme, c'est quand ?

Pris au premier sens, le terme « impérialisme » est un concept flou. Il y est question d'espaces subordonnés à d'autres, mais le degré de subordination peut varier énormément et créer des situations extrêmement différentes les unes des autres. Si même le plus léger degré de subordination suffit à parler d'impérialisme, alors La Ligue de Delos est, dès ses débuts, un phénomène impérialiste. La Ligue de Délos est une alliance par laquelle, en 478 avant Jésus-Christ, les cités grecques d'Asie Mineure, craignant la menace des Perses, se placent sous la protection des Athéniens. Elle commence comme une sorte de traité mais elle finit par fonctionner comme à l'avantage principal des athéniens qui, par exemple, en -458, transfèrent chez eux le Trésor de la Ligue. Athènes bénéficie par ailleurs d'envois de troupes, de navires ou d'un versement d'un tribut de la part de ses « alliés ».

Au second sens, l'impérialisme, c'est la période à partir de laquelle le monde est entièrement partagé entre puissances capitalistes établissant de quasi-monopoles sur leurs zones d'influence respectives. En d'autres termes, l'âge impérialiste ou l'impérialisme au sens 2, c'est la période historique où l'impérialisme au sens 1 recouvre toute la planète : chaque espace appartient soit à une grande puissance soit à sa zone d'influence. Plus aucune portion de territoire n'échappe à l'accaparement impérialiste. Il se trouve qu'à l'époque même où ce partage planétaire se met en place dans le sang, le capitalisme subit plusieurs mutations : l'industrie est de plus en plus concentrée entre les mains de grandes entreprises nationales puis multinationales, le secteur bancaire se développe et atteint lui aussi des degrés inédits de concentration, l'industrie est de plus en plus dépendante du capital bancaire ou capital financier. C'est pourquoi, Lénine écrit :



Manifestation contre l'impérialisme à Paris le 2 février 2013



Manifestation contre l'impérialisme américain

« Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé. » (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, chapitre VII)

L'impérialisme, ça fait quoi ?

Avant de parler des fonctions de l'impérialisme, je souhaiterais parler de ses effets. La fonction, c'est ce à quoi sert une chose. Son effet, c'est ce qu'il fait. Une flaque qui me fait glisser a un effet mais certainement pas une fonction, puisqu'il serait absurde de dire qu'elle sert à me faire glisser.

Dans le mode de production capitaliste, l'impérialisme au sens 1 permet des surprofits, encore appelés « rentes impérialistes ». Dans Les veines ouvertes de l'Amérique Latine, Eduardo Galeano écrit : « Durant la période 1950-1967, les nouveaux investissements nord-américains en Amérique Latine atteignirent, sans compter les bénéfices réinvestis, un total de trois milliards neuf-cent vingt et un millions de dollars ; les versements et dividendes expédiés à l'extérieur par les entreprises furent de douze milliards huit-cent dix-neuf millions de dollars. Les gains dépassèrent le triple du montant des nouveaux capitaux placés sur le continent. » (Eduardo Galeano, Les veines ouvertes de l'Amérique Latine, Plon 1980, coll. Pocket Terre Humaine Poche, p. 311)

L'impérialisme au sens 1 améliore les conditions de vie d'une aristocratie ouvrières des pays développés. Ce faisant, il étouffe leur esprit révolutionnaire. C'est ce que note déjà Lénine dans sa brochure sur le sujet : « Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérée et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. » (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, chapitre X)

En même temps que l'impérialisme au sens 1 améliore les conditions de vie de certains travailleurs du Nord, il détériore celle des populations des pays pauvres par la dégradation des termes de l'échange. Parce que la productivité du travail n'est pas la même dans les pays impérialistes et les pays soumis à l'impérialisme, deux marchandises de même valeur ne représentent pas la même quantité de travail dans deux espaces différents : si on suppose que les tracteurs importés, par exemple, par l'Ouganda, ont la même valeur que ses exportations agricoles, ils contiennent pourtant moins de travail humain. En d'autres termes, une heure de travail occidentale s'échange contre plusieurs heures de travail d'un africain.

Mais l'impérialisme, pris cette fois au sens 2 d'âge du monopole, fait paradoxalement naître les conditions de la Révolution Socialiste : il est, comme dit Lénine, un « capitalisme de transition » ou un « capitalisme agonisant ». Au stade de l'impérialisme, quelques grandes banques, entrelacées dans une multiplicité d'associations financent une économie de plus en plus limitée à un nombre réduit de grandes entreprises. La direction d'une économie entière tend ainsi à être concentrée entre les mains d'une poignée d'établissements financiers. Si la propriété reste privée, la production est déjà entièrement socialisée et planifiée : « Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de verstes; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusque et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs |[...], alors, il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production » (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, chapitre X)



L'impérialisme, c'est la période à partir de laquelle le monde est entièrement partagé entre puissances capitalistes établissant de quasi-monopoles sur leurs zones d'influence respectives.

L'impérialisme ça sert à quoi ?

L'impérialisme au sens 1 peut avoir de multiples fonctions. Dans le cas déjà évoqué de l'impérialisme athénien de la Ligue de Délos son rôle est d'abord militaire. Il s'agit de constituer une large alliance contre l'ennemi perse. Mais il est très souvent aussi économique. L'hégémonie athénienne elle-même aboutira à une subordination économique des cités d'Asie mineure à leur protectrice européenne. Claude Orieux et Pauline Schmitt Pantel à la page 195 de leur Histoire Grecque, écrivent : « La stratégie athénienne, autant que tous les documents à notre disposition le montrent, n'est pas dictée par un expansionnisme économique, totalement étranger à la pensée du temps, en revanche, même si elle ne les formule pas clairement, elle a des aspects économiques indé niables, qu'il ne faut pas non plus minimiser. » (Claude Orieux et Pauline Schmitt Pantel, Histoire Grecque, PUF, 1995, quatrième édition 2002, coll. Premier Cycle,)

Par exemple, la Ligue de Delos a permis aux athéniens d'avoir dans leurs camps les Cités contrôlant les voies maritimes par lesquelles ils s'approvisionnaient en céréales et, par conséquent, de garantir les livraisons vers l'Attique.

Suite à la page (15)

Le « Made in Cuba », c'est la santé : le secteur de la santé, premier poste d'exportation du système socialiste cubain

Pour une fois, la nouvelle a percé le blocus médiatique français. Elle a certes été largement tronquée, mais elle est significative. Quand des pays comme les États-Unis, Israël ou la France exportent des armes, Cuba exporte ses médecins et ses médicaments.

Les médicaments sont le deuxième produit d'exportation cubain après le nickel, avec 600 millions de $. En dix ans, comme le souligne la dépêche de l'AFP reprise dans divers journaux, Cuba est passée de la « pénurie à l'exportation de médicaments ».

Le secteur de la santé est incontestablement le principal secteur d'activité cubain, prioritaire pour le gouvernement, ainsi que potentiellement le premier secteur d'exportation loin devant le tourisme, les cigares ou le sucre associés de façon folklorique à l'île. Les chiffres sont controversés – si on y intègre l'aide médicale apportée par les médecins cubains, et les revenus générés par les échanges en nature – mais le secteur pourrait rapporter entre 3 à 6 milliards d'€ par an à Cuba.

En dépit de l'embargo américain sur les produits médicaux – soigneusement passé sous silence dans les médias – Cuba produit désormais les deux-tiers des produits consommés sur l'île, 583 des 881 produits disponibles dans le pays. Le système cubain socialisé a permis le miracle dans un tel contexte de garantir à sa population l'accès gratuit à des soins de qualité, d'offrir aux populations du monde entier des soins médicaux en toute solidarité, tout en restant à la pointe de la recherche bio-médicale mondiale.



L'École latino-américaine de médecine (ELAM) accueille chaque année de 10 à 15 000 étudiants venant de près de 50 pays, leur offrant une formation de haute qualité en échange d'un hébergement et de frais d'inscription totalement gratuits



Des médecins cubains qui avaient travaillé en Haiti

Cuba à la pointe de la recherche médicale mondiale

Le succès des exportations cubaines doit beaucoup à la priorité accordée par l'Etat cubain à la recherche dans les bio-technologies, l'industrie pharmaceutique et plus largement dans le secteur de la santé. Ainsi, « BioCuba-Farma », créée en 2012 de la fusion de l'entreprise productrice de médicaments et du pôle scientifique de biotechnologie, réunit 38 grandes entreprises

Suite à la page (14)

L'abdication de l'Iran

Par Thierry Meyssan

Alors que les médias applaudissent l'accord survenu entre les 5+1 et l'Iran, Thierry Meyssan —un ami personnel de Mahmoud Ahmadinejad— y voit une abdication du nouveau gouvernement iranien. Pour lui, il est absurde de prétendre que les deux parties ont levé un quiproquo entretenu durant 8 ans par l'agressivité du président Ahmadinejad. La vérité est que l'Iran a renoncé à sa recherche nucléaire et qu'il a commencé à la démanteler, sans rien recevoir en retour sinon la levée progressive de sanctions illégitimes. En d'autres termes, le pays à genoux s'est rendu.

La signature de l'accord sur le nucléaire iranien, le 24 novembre à Genève, a été, à l'exception d'Israël, unanimement saluée comme la fin d'un quiproquo. Toutes les parties signataires ont essayé de nous persuader que cette entente aurait été trouvée beaucoup plus tôt s'il n'y avait eu les manières excessives de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad.

Ainsi donc, on aurait brisé le commerce international de l'Iran et frôlé la guerre mondiale par inadvertance.

La réalité est évidemment très différente : les Occidentaux n'ont rien concédé de leurs exigences, mais l'Iran a abdiqué de toutes les siennes. Même si le texte signé n'est que transitoire, il renonce à la construction de la centrale d'Arak, à son uranium enrichi à 20% et à sa technique d'enrichissement [1].

En 2005, l'élection du président Ahmadinejad allait donner un second souffle à la Révolution khomeiniste. Contrairement à ses deux prédécesseurs, les présidents Rafsandjani (1989-1997) et Khatami (1997-2005), Ahmadinejad n'était pas simplement favorable à une politique d'indépendance nationale, mais il était anti-impérialiste, dans la lignée du penseur de la Révolution, Ali Shariati. En quelques années, il fit de l'Iran un grand pays scientifique et industriel. Il développa la recherche nucléaire pour mettre au point un type de centrale qui puisse être reproduit dans le Tiers-monde et apporter à l'Humanité son indépendance énergétique, sans le charbon, le pétrole et le gaz.



Le président-cheikh Hassan Rohani annonce à son peuple l'accord survenu à Genève.

On ne soulignera jamais assez l'opposition entre les partis iraniens. Rafsandjani et Katami sont des clercs, tandis qu'Ahmadinejad est un Gardien de la Révolution. Durant l'agression irakienne, ce sont les Gardiens qui sauvèrent le pays au péril de leurs vies, tandis que le clergé utilisait ses passe-droits pour ne pas envoyer ses fils au front. Le clergé gère des biens immenses, Rafsandjani est lui-même l'homme le plus riche du pays, tandis que les Gardiens sont des gens du peuple

Suite à la page (15)

La crise économique avive la violence contre les femmes en Grèce



Les trois sœurs dominicaines Mirabal, assassinées en 1960 par la dictature de Rafael Leónidas Trujillo

Par Antonio Cuesta *

La crise économique en Grèce a remarquablement augmenté le nombre de cas de violence de genre, comme ont exposé hier plusieurs spécialistes à l'occasion du Jour International contre la Violence contre la Femme.

Hélène Apostolidu, conseillère du Secrétariat général pour l'Égalité de Genre, a reconnu une augmentation importante des agressions faites aux femmes, en coïncidence avec l'application des politiques d'austérité qui ont fait exploser le chômage et ont radicalement réduit les revenus des familles.

Selon différentes statistiques, depuis le commencement de la crise les cas de violence domestique ont augmenté de 50%, cependant, les données sont imprécises puisqu'une grande partie de ces violences ne sont jamais dénoncées par peur de l'agresseur

Suite à la page (15)

Suite de la page (7)

sommes colossales ont été dépensées pour la construction de telle ou telle route. Mais une fois que l'inauguration a eu lieu, tout le monde oublie l'existence de cette réalisation comme si le temps et la nature étaient restés figés dans la pierre et qu'il ne devrait pas avoir l'usure et la dégradation naturelle de l'ouvrage. Combien de routes, ponts et autres ouvrages d'art sont totalement impraticables aujourd'hui dans le pays, faute d'entretien? Combien de bâtiments publics et d'autres constructions sont totalement tombés en ruine par manque de suivi ?

Pourtant, en ce qui concerne les routes, les ponts et voies publiques en général, la puissance publique a bien pris soin de créer un organisme public dénommé : FER (Fonds d'Entretien Routier). Cet organisme de l'Etat dépendant du Ministère des Travaux Publics Transports et Communication (MTPTC) le plus souvent, brille par son immobilisme. Or, chaque année ledit ministère publie la liste des routes devant bénéficier des fonds du FER. Constater l'état de la majorité des routes haïtiennes, l'on est en droit de se demander à quoi sert cet organisme. D'ailleurs, le FER n'est-il pas une entité de trop dans ce domaine ? Sinon, quel est le rôle du Ministère des Travaux Publics dans l'entretien des routes ?

Voyons rapidement la problématique de la circulation en Haïti. Quelle instance s'occupe de la circulation routière en Haïti ? Est-ce le Ministère des Travaux Publics Transports et Communication ? Est-ce les autorités municipales ? Est-ce la Direction de la police routière ? Il serait louable pour tout le monde de savoir qui vraiment a la responsabilité de cette affaire. Si la flotte d'automobile s'accentue, il est évident que les automobilistes font face à d'énormes problèmes d'embouteillage surtout aux abords des grandes métropoles et à l'intérieur des villes. Les graves accidents enregistrés pratiquement tous les jours sur la route de Delmas avec des camions bascules qui s'enfoncent aveuglement sur tous les objets mobiles et immobiles sans oublier les passants sont légions. Le boulevard de Delmas, incontournable pour la vie économique de la commune et la survie de beaucoup de gens de la région de Port-au-Prince, est aussi quasiment saturé par endroits jour et nuit.

Les quelques feux tricolores placés dans les intersections les plus fréquentées ne servent plus à grand-chose. Certains causent plus d'embouteillage que de fluidification de la circulation. Mal synchronisés, les feux du tronçon qui comprend le carrefour de l'aéroport jusqu'au haut de Delmas 75 rendent la circulation difficile. Surtout avec le trafic dense des Taps-Tap (transport en commun) qui s'arrêtent n'importe où, n'importe quand et n'importe comment. La circulation haïtienne est une véritable jungle où seuls les plus forts s'en sortent indemnes. Les quelques rares policiers que l'on croise à certains carrefours, on ne sait pas s'ils sont là pour réguler la circulation, pour dissuader les malfrats aux alentours et les kidnappeurs potentiels ou tout simplement pour draguer les filles. Parfois, accrochés à leur portable, ces policiers sont tout à fait hors de la réalité ambiante. En tout cas, leur présence ne change rien à la cacophonie ambiante qui règne dans ces décors très souvent apocalyptiques. Que dire du désordre bon enfant mais mortel qui se trame juste devant le Quartier général de la police maritime, anciennement Garde- Côtes d'Haïti?

Par cette bretelle où arrivent toutes sortes de véhicules en provenance de pas moins de quatre départements, sans compter le reste du département de l'Ouest très surpeuplé, parfois on frise une crise cardiaque tant les fous du volant ne respectent rien, fonçant comme s'ils rentraient dans leur salon. D'ailleurs, il est même sidérant de voir à quelle vitesse roulent certains conducteurs de bus transportant des dizaines de passagers. Du coup, les collisions sont monnaie courante sur les routes et en ville en Haïti. On compte les morts par centaines. Certes, les conducteurs ne respectent rien, ni voitures ni piétons, mais l'état des routes avec les nombreux nids de poule rend encore l'accident inévitable. En plus de cela, la majorité des véhicules ne sont pas en bon état de marche ou de fonctionnement. Problème de pneus usés jusqu'à la corde. Problème de freins totalement épuisés. Des véhicules qui n'ont jamais effectué un contrôle technique. Bref, ce cocktail explosif transforme les véhicules en Haïti en de vrais cercueils ambulants et les routes haïtiennes en tombeaux à ciel ouvert.

CC

Suite de la page (13) Le « Made in Cuba », c'est la santé :...

et rassemble 20 000 travailleurs, chercheurs et scientifiques pour l'essentiel.

Grâce à ce nouveau pôle d'innovation de niveau mondial, Cuba a exporté 50 produits de biotechnologie et de l'industrie pharmaceutique dans une cinquantaine de pays, en 2012. Cuba est à la pointe de la recherche mondiale dans les bio-technologies, en particulier dans la confection de vaccins.

En 2008, c'est à Cuba qu'a été élaboré le premier vaccin contre le cancer du poumon, dans le Centre d'immunologie moléculaire (CIM).

Le CIM a aussi mis en place un traitement révolutionnaire pour les tumeurs du cerveau, le « nimotuzumab », qui pourrait empêcher la progression de ses tumeurs cancéreuses, en limitant le fractionnement cellulaire. Le scandale sanitaire qui touche l'université de Princeton, aux Etats-unis, nous fait prendre conscience qu'alors que les Etats-unis n'ont toujours pas développé de vaccin contre la méningite type B – faute de volonté politique et de priorité économique – Cuba, si !

Le vaccin cubain contre la méningite B, en service depuis vingt ans, est désormais utilisé dans toute l'Amérique latine, et a permis de vacciner près de 55 millions de personnes contre cette maladie potentiellement mortelle. Le dernier médicament cubain contre le diabète, Heberprot-P, est sorti en août et a déjà été acheté par 14 pays, dont les géants émergents chinois et russes. Des projets de vaccins contre le choléra, et diverses formes de cancer, sont toujours à l'étude dans les centres de recherche cubains.

On le sait, car cela fait parfois la une des journaux mais Cuba est aussi une destination touristique prisée … des patients européens ou canadiens. 20 000 étaient à Cuba l'an dernier pour bénéficier d'opérations chirurgicales de haute précision en orthopédie, cardiologie ou ophtalmologie.

Les médecins cubains, une aide solidaire pour les pays du Tiers-monde

Ces prouesses fructueuses, répertoriées dans les articles de presse, ne doivent pas faire oublier que Cuba a toujours fait primer l'aide solidaire sur les profits égoïstes. 50 000 Cubains travaillent actuellement dans plus de 70 pays du globe pour soigner, vacciner, opérer les populations parmi les plus pauvres du monde. Cuba accorde aujourd'hui une aide médicale aux pays du Tiers-monde supérieure à celle de tous les pays du G-8 réunis ! (souligné par la rédaction).

Quelques exemples :

En Afrique, 4 000 professionnels de la santé aident aux campagnes de vaccination de masse. Dans 16 pays d'Afrique, le programme de lutte cubain contre la malaria a été appliqué avec succès. Au Ghana, le taux de mortalité dû à la malaria a pu être baissé l'an dernier de 70 %.

En Amérique latine, dans un pays comme le Venezuela, l' « Operacion Milagro » a permis de traiter les problèmes de vue de près de 6 millions de Vénézuéliens. Le programme s'étend désormais à 12 autres pays du continent.

La mission « Barrio Adentro » au Venezuela, animée par les médecins cubains, a contribué à l'accès de plus en plus généralisé pour les habitants les plus pauvres du pays à des soins de santé.



De 1995 à 2005, par exemple, le taux de mortalité infantile a baissé de 50 %. Même un pays comme le Brésil, sixième puissance économique au monde, a sollicité dernièrement l'aide de 6 000 médecins cubains pour intervenir dans les régions les plus sinistrées du pays. L'OMS classe Cuba à la 39 ème place, le Brésil à la 125 ème.

Cuba a également toujours été prêt à apporter une aide aux victimes de catastrophe. C'était le cas d'abord en 1986 pour Tchernobyl, ce fut le cas pour l'ouragan Katrina aux Etats-unis en 2005 (refusée par le gouvernement américain), ou encore lors du tremblement de terre à Haiti, en 2010.

Cuba avait alors envoyé à Haïti une brigade d'intervention « Henry Reeve » de 3 000 hommes, installé une trentaine d'hôpitaux de campagne pour assister les sinistrés. Aujourd'hui encore, il reste 500 médecins sur place venant de Cuba, dont la moitié sont des haïtiens formés à Cuba.

Car l'École latino-américaine de médecine (ELAM) accueille chaque année de 10 à 15 000 étudiants venant de près de 50 pays, leur offrant une formation de haute qualité en échange d'un hébergement et de frais d'inscription totalement gratuits.

Au total, en plus de cinquante ans de solidarité médicale : 135 000 médecins cubains ont prodigué des soins à près de 100 millions de personnes à travers la planète.

La réussite du système socialiste : de meilleurs résultats de santé qu'aux États-Unis … pour beaucoup moins cher !

Et pour le peuple cubain, les résultats du système de santé entièrement gratuit donnent le vertige. Chaque année, Cuba forme plus de médecins (10 000) aujourd'hui qu'il n'en comptait au moment de la révolution, 6 000 en 1959. Avec 75 000 médecins et 1 médecin pour 160 habitants, Cuba connaît la plus forte densité de médecins du continent américain.

Une espérance de vie supérieure à 78 ans, un taux de mortalité de 4,5 enfants décédés pour 1 000 en font le pays d'Amérique latine avec les meilleurs indices de santé, selon l'OMS, dépassant même régulièrement les États-Unis, pourtant première économie du monde. Aujourd'hui, contrairement à tous les autres pays du Tiers-monde, les problèmes de santé sont ceux de pays développés. Les premières causes de décès restent le cancer et les maladies cardio-vasculaires.

A noter que le système cubain, tout en assurant une densité d'offres de santé maximale, est un système bien moins coûteux que celui américain.

En 2006 Cuba investissait 350 $ par habitant et par an, soit 7 % du PIB, tandis que les États-Unis dépensaient 6 700 $ par habitant et par an, soit 15 % du PIB, tout en laissant près de 50 millions de ses concitoyens sans couverture santé.

Pendant qu'Israël est le quatrième exportateur d'armes mondial (7 milliards de $ en 2013), concurrençant la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, Cuba est un des leaders mondiaux du secteur de la santé : deux conceptions du monde strictement opposées !

Plus que jamais, vive Cuba socialiste !

Solidarité Internationale
27 novembre 2013

Suite de la page (13)

Le projet de loi C-4 apporte aussi d'importants changements au processus d'arbitrage.

Dans les cas où plus de 79 pour cent d'une unité de négociation sont déclarés « essentiels », l'unité entière sera privée de son droit de grève et dans l'éventualité probable d'une impasse dans les négociations, son contrat sera dicté par un arbitre. Les syndicats seront aussi privés de l'option de contraindre le gouvernement à régler un différend dans les négociations collectives par arbitrage.

Au même moment, le gouvernement apporte des changements au processus d'arbitrage afin que les conditions soient encore plus dictées par son programme de droite. Le projet de loi C-4 affirme qu'en déterminant les salaires et conditions des travailleurs fédéraux, les arbitres doivent surtout tenir compte de la «situation financière» du gouvernement. En imposant un tel paramètre, le gouvernement fédéral exige aux arbitres d'adhérer strictement à ses propres dictats établissant quels devraient être les salaires des travailleurs fédéraux.

D'un geste typique d'un gouvernement qui méprise ouvertement la population canadienne, le président du Conseil du Trésor, Tony Clement, a refusé à maintes reprises d'indiquer quels services seront désignés comme «essentiels» ainsi que le nombre de travailleurs qui seront ainsi privés de leur droit de grève.

Le gouvernement vise ainsi à interdire presque toute possibilité d'opposition des travailleurs, en ne leur laissant que les moyens de contestation les plus inefficaces, tout en s'accordant l'option de recourir à un processus d'arbitrage hautement biaisé en sa faveur ou d'imposer sa volonté à travers des négociations pour attaquer les salaires et avantages sociaux des travailleurs fédéraux.

Sous le projet de loi C-4, le gouvernement apporte aussi d'importants changements régressifs aux droits des travailleurs en matière de santé et sécurité au travail. Les conservateurs redéfinissent le «danger» dans un lieu de travail dans le but d'éliminer la catégorie « dangers potentiels» et d'inclure uniquement la catégorie «risques imminents». Il sera ainsi plus difficile pour les travailleurs de refuser un travail douteux et non sécuritaire. Cela signifie que la vie du travailleur devra être directement et immédiatement en danger avant qu'il puisse refuser d'effectuer une tâche.

En outre, les changements éliminent le droit de refuser un travail sur la base d'une crainte de développer une maladie résultant d'une pratique de travail non sécuritaire, interdisant ainsi qu'une personne se protège contre l'exposition à des maladies qui évoluent lentement, comme celles causées par l'exposition aux cancérigènes ou à l'amiante. La nouvelle définition de «risque» élimine aussi la possibilité de déposer une plainte si l'on pense qu'il y a un risque pour le système reproducteur d'un employé.

Les changements à la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique ne sont que le premier volet d'une nouvelle offensive du gouvernement contre les droits et conditions des travailleurs fédéraux.

Le récent congrès du Parti conservateur tenu à Calgary a adopté six motions ciblant les travailleurs et les syndicats, y compris des résolutions visant à «rendre comparables» les salaires et conditions des travailleurs des secteurs public et privé, à réduire les pensions des travailleurs fédéraux et à graduellement éliminer l'obligation de faire partie d'un syndicat et le prélèvement automatique des cotisations syndicales.

Ces motions, qui préparent le terrain pour les prochaines négociations entre le gouvernement et les syndicats de la fonction publique fédérale, ont été accueillies par Clement. Prenant la parole parmi les participants au congrès (un geste inhabituel pour un ministre de premier plan), Clement a déclaré: «Il existe depuis trop longtemps un écart important entre les salaires et avantages des secteurs public et privé. Ceux du secteur public sont considérablement plus élevés que dans le privé.»

Soulignant la portée considérable des visées actuelles du gouvernement, Clement a précisé: «Je peux vous dire que nous adoptons une position qui respectera les prochains contribuables et qui, je crois, fait partie de notre capacité à avoir un budget équilibré pour la prochaine génération et non uniquement pour les quelques années à venir. Cela signifie donc de prendre une position qui modifiera le fonctionnement des négociations collectives telles qu'elles sont depuis des décennies dans ce pays.»

Faisant preuve de la plus pure hypocrisie, de riches ministres conservateurs et la presse bourgeoise tentent de faire des travailleurs du secteur public des boucs émissaires et se plaignant que leurs salaires et avantages sont «injustes», car ils sont plus élevés que ceux du secteur privé. Dans la mesure où cela est vrai, c'est parce que la grande entreprise a utilisé la vague de chômage et d'insécurité économique créée par le krach financier de 2008, la pire crise économique depuis la grande dépression des années 1930, afin de sabrer les salaires et avantages sociaux des travailleurs du secteur privé.

Un projet de loi budgétaire 2013 antérieur autorisait déjà le gouvernement fédéral à intervenir dans les négociations collectives entre les sociétés d'État et leurs employés syndiqués et non syndiqués. Cette clause permet au gouvernement Harper de donner des ordres à la direction des entreprises d'État comme Postes Canada, Via Rail ou la Société Radio-Canada (SRC) sur la façon dont elles devraient négocier les prochains contrats de travail individuels ou collectifs : en d'autres termes, l'ampleur des coupes dans les emplois, les salaires et avantages de leurs employés.

Le droit de grève a été la cible d'une attaque concertée à travers le Canada depuis le krach de 2008. Le gouvernement Harper a systématiquement criminalisé les grèves, y compris celles contre la société d'État Postes Canada ou contre des sociétés privées telles le géant CP Rail (Canadien Pacifique) et Air Canada. Plus tôt cet été, le gouvernement du Parti québécois a convoqué l'Assemblée nationale en session extraordinaire afin d'adopter une loi d'«urgence» qui criminalisait une grève de dix jours par 77.000 travailleurs de la construction du secteur industriel, commercial et institutionnel.

Le gouvernement Harper mène constamment des politiques axées sur la réduction des conditions de vie de la classe ouvrière dans le but d'enrichir l'élite dirigeante. En 2009, il s'est associé à l'administration Obama et le gouvernement libéral d'Ontario pour faire en sorte que l'aide aux trois grands constructeurs automobiles de Détroit soit conditionnelle à des coupes dans les salaires et avantages sociaux d'environ 20 dollars l'heure par travailleur. Les coupes du gouvernement fédéral au programme d'assurance-emploi ont aussi servi à forcer les chômeurs à accepter de nouveaux emplois à des salaires moindres, faute de quoi leurs prestations peuvent être éliminées.

La réaction du Nouveau Parti démocratique, l'opposition officielle au parlement, aux modifications de la loi était, tout comme la haine du Parti conservateur contre les travailleurs de la fonction publique, bien en évidence. Peter Julian, l'observateur néodémocrate à la convention, n'a pas souligné que les résolutions anti-ouvrières des conservateurs faisaient partie d'une intensification de la guerre de classe du gouvernement. Plutôt, il a affirmé qu'elles servaient de «distraction» pour détourner l'attention publique du scandale des dépenses au Sénat!

Si le NPD est plus à l'aise d'attaquer Harper sur la question du scandale au Sénat, c'est parce que les sociaux-démocrates du Canada sont voués au même programme de coupes dans les dépenses sociales, d'équilibre budgétaire et de faible taux d'imposition sans précédent pour les riches que les conservateurs. La réponse du NPD au projet de loi C-4 au parlement s'est limitée à une proposition selon laquelle le projet de loi devrait être divisé et les changements aux lois du travail examinés plus attentivement en commission.

Les bureaucrates des syndicats de la fonction publique ont beau se montrer supposément opposés à l'adoption du projet de loi omnibus, les travailleurs doivent faire face à la dure réalité que les syndicats ne mèneront aucune lutte sérieuse. Ils ont passé les dernières semaines à supplier Clement de les rencontrer afin qu'ils puissent formellement proposer au gouvernement que les syndicats et les conservateurs travaillent ensemble pour «réformer» la Loi des relations de travail dans la fonction publique. De manière prévisible, lorsque Clement a finalement accepté de rencontre le président de l'Alliance de la fonction publique, Robyn Benson, il a rejeté d'emblée la proposition syndicale. La réunion, «c'était comme être confronté à un fait accompli du gouvernement», a publié Benson sur son blogue.

Les appels de la bureaucratie syndicale à l'élection de députés néo-démocrates (et dans certains cas, de députés libéraux) aux prochaines élections visent à subordonner les travailleurs à un système politique qui représente uniquement les divers intérêts de la grande entreprise. Lors du dernier débrayage des travailleurs de la fonction publique en 2004, la présidente de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) de l'époque, Nycole Turmel, a tout fait pour mettre fin à la grève «en quelques jours, si ce n'est en quelques heures» et faire passer les concessions. Depuis, l'AFPC a accepté des gels de salaires et d'autres concessions sans résistance. En 2011, Turmel est devenue chef par intérim du NPD, nommée par Jack Layton avant sa mort.

Wsws 15 novembre 2013

Suite de la page (12)

L'impérialisme au sens 1 a également pour fonction de créer les conditions du capitalisme comme système-monde. Si je possède mes propres moyens de travail, je n'ai aucune raison de travailler pour un patron. Pour qu'existe le capitalisme, donc, il faut d'abord que les travailleurs soient séparés de leurs moyens de travail.

« Au fond du système capitaliste il y a dope de la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois. » Marx, Le Capital, Livre I, Section 8, chapitre XXVI

En Europe, cette séparation a pris la forme d'une large expropriation des populations rurales, dont l'exemple classique est le mouvement d'enclosure des campagnes anglaises : « Dans les dernières années du XVIII° siècle, la yeomanry, classe de paysans indépendants, la proud peasantry de Shakespeare, dépassait encore en nombre l'état des fermiers.[...]Vers 1750 la yeomanry avait disparu » Marx, Le Capital, Livre I, Section 8, chapitre XXVI

C'est cette même expropriation des travailleurs qu'opère l'impérialisme occidental dans les colonies. En Algérie, par exemple, 20 ans après l'invasion de 1930, les paysans avaient perdu 40% des terres agricoles, à commencer par les plus fertiles. Les petits paysans indépendants deviennent alors ouvriers agricoles dans la culture d'exportation des agrumes ou de…la vigne, étrangère à la culture locale. Dans les colonies où cette expropriation des populations locales n'a pas suivi le schéma normal, les métropoles ont été forcées de mettre en place des stratégies d'expropriation élaborées. C'est notamment le cas de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, où Edward Gibbon Wakefield, que Marx cite abondamment dans la section VIII du Livre I du Capital, a proposé d'augmenter artificiellement le prix des terres pour éviter que les ouvriers ne deviennent paysans et pour financer, avec les recette liées à l'augmentation, l'acheminement de nouveaux travailleurs anglais disponibles pour l'exploitation capitaliste. Une fois expropriés, les indigènes ou, aux Etats-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, les petits paysans blancs qui les ont partiellement remplacés, peuvent constituer les deux secteurs de la classe ouvrière dont le capitalisme a besoin : 1/ le secteur actif occupé, qui exerce véritablement un emploi et 2/ l'armée de réserve ou le secteur chômeur, qui sert à faire baisser les salaires par la concurrence.

Une fois qu'existe le capitalisme, l'impérialisme au sens 1 a pour fonction de résoudre l'une des contradictions du système, liées aux conditions mêmes du profit. Si je suis un patron, j'ai intérêt à verser le salaire le plus faible possible à mes ouvriers, afin d'augmenter mes profits. Mais si chaque patron individuel fait la même chose, comme cela arrive effectivement, alors arrive un moment où les salaires sont trop bas pour permettre aux travailleurs d'acheter la production. Il y a sous-consommation ou surproduction ou encore, le marché national n'est pas suffisant pour réaliser les plus-values générées dans la production. Introduire le capitalisme dans des pays subordonnés et construire avec ces derniers des relations commerciales exclusives ou quasi-exclusives est un moyen pour la bourgeoisie d'étendre ses marchés et de compenser l'insuffisance des demandes nationales. C'est pourquoi John Atkins Hobson, dont l'étude sur l'impérialisme est une des sources de Lénine, écrit : « Nous devons avoir des marchés pour le développement de nos manufactures, nous devons avoirs des débouchés pour y investir notre trop plein de capital et les énergies du surplus en soif d'aventure de notre population : une telle expansion est une nécessité vitale pour une nation dotée d'énormes moyens de productions en développement permanent. »(Imperialism, a study, chapitre V, traduit par nous)

On notera qu'il est question de débouchés pour les marchandises et pour les capitaux. Lorsqu'un marché est saturé, il est inutile d'y déverser des marchandises supplémentaires. De là, il suit qu'il faut soit s'orienter vers l'exportation (produire localement pour l'étranger) soit se mettre à investir à l'étranger (produire à l'étranger pour l'étranger). Mais l'exportation de capitaux répond aussi à une autre logique que celle qui fait d'elle un simple moyen d'éviter la surproduction. Tout capital, pour se valoriser, doit s'enrichir de la valeur créée par le travail. C'est parce qu'il a besoin du travail et des moyens du travail que le capital s'exporte là où il peut trouver et des travailleurs et des moyens de production, notamment des matières premières.

C'est là une nouvelle fonction de l'impérialisme contemporain : parce qu'existent ce que Lénine appelait des « monopoles » mais qu'il conviendrait plutôt de nommer oligopoles, l'accès aux moyens de travail, les matières premières en particulier, et aux travailleurs est dominé par quelques grandes entreprises et/ou cartels. La constitution d'une zone d'influence exclusive permet à une puissance impérialiste d'assurer que ce contrôle revienne à « ses » entreprises et à « ses » cartels. Ou encore, pour être plus exact, en poussant leurs Etats vers une politique impérialiste au sens 1, les « monopoles » s'assurent un accès aux ressources et aux travailleurs des espaces de la périphérie au détriment des « monopoles » de nations concurrentes. L'impérialisme, par exemple, fait que le pétrolier anglo-hollandais Shell, a des yeux et des oreilles au sein de tous les ministères du Nigéria, comme l'a révélé un câble de Wikileaks, ce qui, d'après ces mêmes câbles, lui aurait permis de réagir aux tentatives d'entreprises russes et chinoises de remporter des contrats pour l'accès au pétrole nigérian. Un autre exemple : le 18 août 1953, après avoir engagé la nationalisation du secteur pétrolier de son pays, le premier ministre iranien Mohammed Mossadegh est renversé par un coup d'Etat qui rétablit la monarchie iranienne. Ce coup d'Etat, d'après des archives déclassifiées publiées par la NSAen août 2013, a été exécuté par le renseignement américain et commandité par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, dans le but de préserver leurs intérêts, notamment pétroliers, dans la région. On peut lire dans ces archives que : «Le coup d'Etat militaire qui a renversé Mossadegh et son cabinet de Front national a été mené sous la direction de la CIA dans un acte de politique étrangère» (cité par Libération, 20 août 2013).

L'impérialisme, c'est efficace ?

Que l'impérialisme ait une fonction n'implique pas qu'il la remplisse bien. Organe du grand Léviathan capitaliste, il peut, comme n'importe quel organe être malade, peut-être même congénitalement. C'est pourquoi, en guise de conclusion, j'adresse une question à la salle, afin de lancer la discussion : pensez-vous que l'impérialisme peut durablement remplir sa fonction ? Pourquoi ?

Changement de société
1 décembre 2013

Suite de la page (13) La crize...

ou parce que cela n'est pas bien vu socialement.

L'avocate Dímitra Romanu a aussi pointé le manque de sensibilité de la part des autorités, en incitant les victimes à retourner dans leur maison, ou dans certaines situations ce sont les policiers qui minimisent ou se moquent des cas de violence psychologique ou de chantage affectif.

Des campagnes de sensibilisation font défaut, a dénoncé la directrice du Centre National pour la Solidarité Sociale, Margarita Kelesis, « il doit y avoir une information à l'école et pour les parents à travers des médias, c'est un sujet tabou dans notre société », a-t-elle assuré.

Parmi les plaintes enregistrées, 68% émanent de femmes mariées agressées par leurs maris et dans 84% des cas, il s'agissait de femmes grecques.

De plus, 7 victimes sur 10 avaient une éducation secondaire ou supérieure, une situation économique moyenne ou bonne, tandis que les agresseurs présentaient des caractéristiques similaires, tant sur leur niveau d'études que sur le fait que seulement 10% étaient sans emploi.

Pour le principal parti opposition de gauche, Syriza, les coupes budgétaires dans les secteurs sociaux et le désintéressement du Gouvernement envers le mouvement féministe et les associations de femmes ont conduit à l'abandon de programmes et de structures d'aide ou d'éducation.

Le résultat est que les centres d'accueil travaillent sous les minima et la majorité des femmes ne connaissent même pas leur existence, ce qui aggrave la vulnérabilité de leurs droits, déjà enfreints de manière quotidienne dans le travail, et établissant la souveraineté de l'homme dans l'espace public comme quelque chose de naturel.

Le 25 novembre a été fixé par les Nations Unies comme une date de lutte contre la violence de genre en mémoire aux trois sœurs dominicaines Mirabal, assassinées en 1960 par la dictature de Rafael Leónidas Trujillo.

Prensa Latina. Cuba,
25 novembre 2013
Traduit de l'espagnol par : Estelle
et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, le
30 novembre 2013

Suite de la page (13) L'abdication...

au mode de vie spartiate. Durant 8 ans, l'Occident ne s'y est pas trompé qui a considéré Ahmadinejad comme un adversaire, mais c'est bien à tort qu'il a qualifié ce leader, à la fois mystique et anti-clérical, d'« homme des mollahs ».

En réponse aux prétentions révolutionnaires d'Ahmadinejad, les Occidentaux jetèrent le doute sur le programme nucléaire iranien [2] et utilisèrent l'Onu pour lui interdire d'enrichir lui-même son uranium, dont il dispose de réserves gigantesques [3]. De la sorte, ils l'empêchaient d'utiliser ses propres ressources et l'obligeaient à vendre son précieux métal à bas prix. Ils établirent, que ce soit au Conseil de sécurité ou de manière unilatérale, une série de sanctions sans précédent historique pour étrangler le pays. En outre, ils menèrent une campagne de propagande pour faire passer Ahmadinejad pour un dangereux illuminé. Enfin, ils organisèrent, avec l'aide de Rafsandjani et de Khatami, une tentative de révolution colorée, en 2009 [4].

Chacun se souvient de la fausse traduction d'un de ses discours pour faire accroire qu'il voulait anéantir les Israéliens (Reuters lui imputa mensongèrement d'avoir déclaré qu'il voulait rayer Israël de la carte) [5]. Ou encore de la falsification du Congrès sur l'holocauste, qui visait à montrer comment les Occidentaux ont détruit toute spiritualité dans leurs sociétés et ont créé une nouvelle religion autour de ce fait historique, pour laisser à penser que, malgré la présence de rabbins à ce congrès, il célébrait le négationnisme. Sans compter l'affirmation qu'il discriminerait les juifs [6].

L'équipe de cheikh Rohani représente à la fois les intérêts du clergé et de la bourgeoisie de Téhéran et d'Ispahan. Elle ambitionne la prospérité économique et ne se sent pas concernée par la lutte anti-impérialiste. La levée progressive des sanctions lui permet d'obtenir un vaste soutien populaire, les Iraniens percevant —pour le moment— l'accord comme une victoire qui va augmenter leur niveau de vie.

Les Occidentaux, quant à eux, poursuivent toujours le même but. Le plan d'attaque du président George W. Bush prévoyait qu'ils détruiraient l'Afghanistan, puis l'Irak, puis simultanément la Libye et la Syrie (via le Liban), et encore simultanément le Soudan et la Somalie, et qu'enfin ils termineraient par l'Iran. De leur point de vue, les sanctions contre Téhéran étaient, sous un prétexte douteux, un moyen simple de l'affaiblir. Pour eux, la reddition de cheikh Rohani est comparable à celle de Mouammar Kadhafi, abandonnant son programme nucléaire et se soumettant à toutes les exigences de Washington pour éviter la guerre. Mais comme pour Kadhafi, les concessions de cheikh Rohani seront utilisées plus tard contre son pays.

C'est en effet à tort que Mouammar el-Kadhafi a cru que le bellicisme états-unien à son encontre était basé sur ses convictions politiques. L'unique mobile qui emporta la décision de George W. Bush était géopolitique. En 2001, la Libye était devenue l'alliée de Washington dans la « guerre mondiale au terrorisme » et avait ouvert son marché intérieur aux multinationales US. Cela ne l'empêcha pas d'être traitée de « dictature » et d'être détruite sous les bombes. De la même manière, devenir un allié des États-Unis ne protégera pas l'Iran de la guerre.

Durant les quatre années à venir, l'Iran abandonnera à l'Histoire le rêve de Shariati et de Khomeiny pour se recentrer sur ses intérêts étatiques. Il va se désengager du monde arabe et se tourner vers les États membres de l'Organisation de coopération économique (la Turquie, l'Iran et toute l'Asie centrale) pour faire du business. Il va progressivement diminuer son soutien militaire et financier à la Syrie, au Hezbollah et aux Palestiniens. Lorsque Téhéran aura lui-même dissout sa ligne de défense extérieure, Washington entrera à nouveau en conflit avec lui.

Notes

[1] "Nuclear deal between Iran and six world powers (full text)", Voltaire Network, 24 November 2013.

[2] « Propagande : CNN, pris sur le fait, s'excuse auprès de l'Iran », par Ossama Lotfy, Réseau Voltaire, 17 janvier 2006.

[3] « Qui a peur du nucléaire civil iranien ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 30 juin 2010.

[4] « La CIA et le laboratoire iranien », « Pourquoi devrais-je mépriser le choix des Iraniens ? », « La "révolution colorée" échoue en Iran », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17, 21 et 24 juin 2009 ; « Iran : le bobard de l'"élection volée" », par James Petras, Traduction Marcel Charbonnier, Réseau Voltaire, 19 juin 2009 ; « Rafsandjani acclamé au cri de « Mort à la Russie ! Mort à la Chine ! » », Réseau Voltaire, 19 juillet 2009.

[5] « Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran », Réseau Voltaire, 14 novembre 2005.

[6] « Iran : les gouvernements anglo-saxons fabriquent de fausses nouvelles », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mai 2006.

Suite de la page (10)



Des manifestants en rébellion contre la fraude électorale

Ce qui est censé clore tout débat. Moyennant quoi, c'est donc dans l'indifférence générale que la candidate députée de LIBRE à Copán, Mme Elvia Argentina Valle, sonne à nouveau le tocsin, le 28 novembre, tard dans la soirée : « Il y a quelques minutes, le TSE a commencé un recomptage des actes et des votes sans la présence des observateurs des partis politiques auxquels, sur ordre des magistrats, on a interdit l'accès des lieux. »

Tout aurait été pour le mieux dans le meilleur des mondes pour le pouvoir en place et décidé à y rester si, le vendredi 29 au matin, une sorte de bombe n'avait explosé. Alors qu'un groupe d'observateurs de l'UE se préparait à prendre l'avion du retour, l'un d'entre eux s'est confié à une poignée de journalistes, dans l'aéroport de Tegucigalpa. « Je ne peux pas vous parler au nom de l'Union européenne, a-t-il commencé, mais un certain nombre d'observateurs dont je fais partie ont un peu honte de ce rapport qui ne reflète pas les observations que nous avons faites dimanche et les jours précédents. » Journaliste et anthropologue autrichiens ayant une longue expérience de l'Amérique centrale et du Honduras, M. Léo Gabriel n'y va pas par quatre chemins pour expliciter sa pensée : « Le mot "transparent" ne peut pas s'appliquer à ce scrutin, ni au comptage, ni aux élections en général. »

Suit un récit qui recoupe en tous points les dénonciations effectuées par l'opposition. « A Omoa [Département de Cortes], par exemple, 20 % des gens attendaient désespérément leur carte d'identité. Dans les zones garifunas [4], on a vu beaucoup de gens déclarés "décédés", qui n'avaient pas la possibilité de voter. En nous approchant des urnes, on a vu aussi un vrai marché où, surtout des gens du PN, s'arrachaient les cartes d'identité pour soi-disant aider les électeurs. »

« On sentait que les petits partis [5] formaient équipe avec le PN » (en particulier s'agissant du trafic ou de la revente des accréditations des représentants des formations politiques et de leurs suppléants) ; « A la fin du scrutin, j'ai voulu vérifier que les résultats avaient bien été envoyés : on m'a dit que je ne pouvais pas ! J'ai contacté le TSE, à Tegucigalpa, pour savoir s'il les avait reçus et il n'y a jamais eu de réponse ni de moyen de vérifier. »

« De mon point de vue, poursuit M. Gabriel, l'erreur de la direction de la mission est d'accorder à 100 % sa confiance au TSE. » Un temps d'arrêt, un haussement de sourcils : « Je recommande qu'on recompte acte par acte. S'ils admettent qu'il en manque 20 %, comment peuvent-ils prétendre avoir des chiffres fiables ? »

« Il y a eu beaucoup de désaccords, chez les observateurs, qui n'ont pas été consultés avant la rédaction de ce rapport. On avait rempli des formulaires, où l'on décrivait la situation avec un grand luxe de détails, mais il n'a été conservé que la réponse où nous constatons que les élections ont été tranquilles. Nous, les observateurs, on a beaucoup insisté pour que le rapport soit corrigé, mais on nous a répondu par la négative. Qu'il ne pourrait y avoir un éventuel changement que dans le rapport final, prévu pour janvier prochain. » En gros, lorsque « JOH » aura pris ses fonctions !

Il y a sûrement une logique dans tout cela, mais elle semble avoir surtout pour objectif de précipiter les protagonistes dans le chaos. Pressé de questions sur l'attitude des dirigeants de la mission d'observation, M. Gabriel tente d'analyser leurs motivations. « Il y a deux interprétations possibles. Ou c'est parce que les responsables vivent trop éloignés de la réalité ou c'est parce qu'il y a une intention politique, comme, par exemple, la préférence pour une dictature stable plutôt que la démocratie avec un risque de… » En bref, le salut par la complicité. A moins, bien sûr, que quelques intérêts… « Il ne faut pas oublier qu'il y a des traités de libre-commerce entre l'Union européenne et l'Amérique centrale, qui ont été bloqués après le golpe. Il y figure bien une clause sur les droits de l'homme, mais c'est une clause, disons… sans dents ! » Avant de consulter sa montre et d'interrompre la conversation, M. Gabriel grimace fugitivement une dernière fois : « Je dois vous dire que cette décision de



Juan Orlando Hernández

me confier à vous n'a pas été facile. Mais les observateurs expriment tous des critiques sur ce rapport et, puisqu'on parle d'Europe et de démocratie, nous avons notre mot à dire. »

Très mal à l'aise, la direction de la mission a immédiatement réagi en déclarant que les seules personnes habilitées à parler en son nom sont Mme Lunacek et son adjoint José Antonio de Gabriel, et en ajoutant que l'expression des opinions de M. Gabriel « viole le code de conduite des observateurs européens. » Reste à savoir si apporter sa caution de manière aussi précipitée qu'imprudente au pouvoir hondurien, alors que tant de questions sur la régularité du scrutin restent en suspens, ne violent pas le code de conduite de la mission – si tant est quelle en ait un.

En effet, ce soir du 29 novembre, après que LIBRE ait présenté à la presse un nombre impressionnant et détaillé de preuves – altérations, falsifications et irrégularités – étayant ses dénonciations, Mme Xiomara Castro, au nom du parti, et au cours d'un discours aussi fort qu'émouvant, a une nouvelle fois dénoncé une fraude massive et refusé de reconnaître le résultat officiel des élections. Exigeant le recomptage des 16 135 actes électoraux, comme le prévoit l'article 15 de la loi électorale, elle réclame un audit international du système de transmission et, pour obtenir satisfaction, en appelle à ses militants : « Compañeras et compañeros, descendons pacifiquement défendre notre victoire dans la rue ! »

Notes

[1] Le président du TSE a annoncé le 25 que les anomalies signalées étaient résolues, mais sans préciser ni leur nombre ni leur provenance.

[2] Neuf partis étaient en lice et certains n'ayant pas la base sociale suffisante pour avoir un représentant dans chaque bureau de vote, ont donné ou vendu leurs accréditations au Parti national, lui permettant d'accroître son poids dans la gestion locale du scrutin.

[3] Misión de Observación Electoral de la Unión Europea, « Declaración preliminar – Una votación y recuento transparentes tras une campaña opaca y desigual », Tegucigalpa, 26 novembre 2013

[4] Populations issues du métissage entre Noirs rescapés de naufrages de navires négriers et esclaves échappés des plantations.

[5] Alliance patriotique (AP), de l'ex-général putschiste Romeo Vásquez Velásquez, Parti innovation et unité (PINU), Parti démocrate chrétien du Honduras (PDCH) et Parti unification démocratique (UD), allié au Front ample politique électoral en Résistance (Faper).

Mémoire des luttes
30 novembre 2013

ECHOS DE CUBA

Le premier vice président cubain assiste à la fête Hanouka de la communauté hébraïque de Cuba

La Havane, 2 décembre, (RHC)

Le premier vice président cubain, Miguel Díaz Canel, a assisté à la célébration de la Hanouka ou la Fête des Lumières de la Communauté Hébraïque de Cuba, qui a été célébrée à La Havane .Miguel Díaz Canel a remercié l'occasion qui lui a été donnée de participer à cette fête traditionnelle. Il a mis en exergue le rôle de la communauté hébraïque dans notre pays, dans la préservation de l'histoire et la connaissance de la culture juive. Il a signalé:

« Je vous remercie de cette invitation qui nous a permis de connaître en profondeur ce que vous faites. Lorsqu'on observe ces choses on éprouve de la gratitude. Nous constatons avec espoir comment les enfants juifs, comment vous tous, vous pouvez réaliser vos activités librement dans notre pays, ce qui prouve que nous tous nous pouvons nous comprendre, nous entendre, nous aimer, que nous pouvons tous coopérer et contribuer à la construction d'une société meilleure. Je pense que celle ci a été une soirée inoubliable. José Martí a eu la grandeur d'avoir reconnu comment les juifs célébraient leurs fêtes, je peux dire qu'en cette journée de célébration nous avons été tous ensembles. » Durant la veillée, une vidéo a été projetée sur la participation du leader historique de la Révolution cubaine, Fidel à la Hanouka de 1998 et du président Raul Castro à celle de 2010. Le vice président cubain a bavardé peu avant la cérémonie avec Adela Deworin, la présidente de la Communauté Hébraïque de Cuba, avec des responsables des communautés juives de La Havane et du Bureau d'attention aux questions religieuses du Comité Central du Parti Communiste de Cuba.

La Section des intérêts de Cuba suspend ses services consulaires aux États-Unis. (Granma International)

Le 12 juillet dernier, la Banque M & T a fait part à la Section des intérêts de Cuba à Washington de sa décision de cesser de fournir des services aux représentations diplomatiques étrangères, fixant un délai à la Section et à la Mission permanente de Cuba auprès des Nations Unies pour mettre un terme à leur relation et trouver une nouvelle banque pour ses opérations.

Du fait des restrictions en vigueur découlant de la politique de blocus économique, commercial et financier du gouvernement des États-Unis contre Cuba, jusqu'à ce jour il a été impossible pour notre Section des intérêts de trouver une banque nord-américaine ou d'un pays tiers basée aux USA pour gérer les comptes bancaires des missions diplomatiques cubaines, malgré les nombreuses démarches réalisées auprès du Département d'État et de diverses entités bancaires.

Ce fait causera de graves entraves au fonctionnement normal de la Section des intérêts et de la Mission permanente de Cuba auprès des Nations Unies.

Pour cette raison de force majeure, la Section des intérêts de Cuba se voit dans l'obligation de suspendre, à partir du 26 novembre 2013, les services consulaires jusqu'à nouvel ordre. Seuls seront traitées les démarches humanitaires et autres, de manière limitée.

La Section des intérêts de Cuba à Washington a rappelé au Département d'État que le gouvernement des États-Unis est dans l'obligation juridique d'assurer l'application de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, qui stipule que l'État hôte doit accorder toutes les facilités aux missions diplomatiques et aux bureaux consulaires pour l'exercice de leurs fonctions. L'État hôte est également juridiquement tenu de respecter l'Accord du 30 mai 1977 qui a permis l'ouverture de sections d'intérêts dans les deux pays, en vertu duquel les deux parties ont réaffirmé leur engagement à respecter les traités internationaux qui régissent les relations diplomatiques et consulaires.

La Section des intérêts regrette notamment les désagréments que cette situation pourra causer aux citoyens cubains et étasuniens, la Section consulaire étant dans l'impossibilité d'assurer les démarches en matière d'émission de passeports, de visas, de légalisation de documents et autres services, ainsi que les conséquences négatives qu'elle entraînera pour les visites familiales, les échanges universitaires, culturels, éducationnels, scientifiques, sportifs et d'autre nature entre Cuba et les États-Unis.

Le 26 novembre 2013

Bolivie: Cadeau de fin d'année du président Evo Morales pour les travailleurs !

« Cette mesure, naturellement, a ses soutiens et ses détracteurs. »

Au moment où en Europe les gouvernements « sociaux-démocrates » baissent les salaires, en Amérique latine, les gouvernements progressistes, comme celui d'Evo Morales en Bolivie, choisissent de frapper le capital et d'augmenter les salaires. Ce sera le cadeau de fin d'année du président bolivien pour les salariés du public et du privé : une prime équivalente à un mois de salaire (un « 13 ème mois ») annoncée mercredi dernier avec le Décret suprême 1802.

On devrait même plutôt parler d'un 14 ème mois, puisque la loi prévoit déjà que les salariés boliviens voient leur salaire doublé au mois de décembre, si la croissance est supérieure à 4,5 %, ce qui sera le cas cette année puisqu'on attend une croissance de 6,7 %.



Cette mesure devrait encore renforcer la popularité du président Evo Morales, qui bénéficie du soutien de 60 % de la population, d'après un sondage réalisé en octobre dernier

Une mesure de justice sociale rendue possible par une transformation sociale radicale

Pour le président Evo Morales, leader du Mouvement vers le socialisme (MAS), c'est une mesure de justice sociale : « L'économie se porte bien, la croissance du pays doit revenir aux travailleurs avec cette double prime de Noël », a-t-il dit lors d'une rencontre avec les dirigeants syndicaux.

Cette politique de cadeaux aux salariés est aussi rendue possible par la politique de transformation de l'économie, reposant sur la nationalisation des secteurs-clés – télécoms, réseau électrique – et la renégociation favorable au pays des accords d'extraction du gaz naturel avec les multinationales.

C'est cette reprise en main de l'économie par la collectivité qui permet de tirer bénéfice des exportations records en 2012, avec 12 milliards de $: « Autrefois, les richesses étaient privatisées, la pauvreté socialisée. Notre politique consiste à réduire l'écart entre les riches et les pauvres.

La centrale ouvrière bolivienne derrière Morales

Du côté des soutiens, sans surprise, on retrouve la centrale syndicale de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) – pourtant souvent critique envers le gouvernement – qui a salué cette mesure : « C'est une mesure

Suite à la page (18)

Bangladesh : la griffe des marques sur les usines de la mort

Par Lina Sankari

Les manifestations se succèdent après l'effondrement d'un immeuble abritant plusieurs ateliers de textile qui a causé la mort de 381 personnes et en a blessé des milliers d'autres. Quelque 15000 ouvriers défilaient hier à nouveau à Dacca.



Des centaines de portraits de disparus étaient de nouveau brandis, hier, dans les rues de la périphérie de Dacca. Des centaines de portraits comme autant d'interpellations. Ce n'est pourtant pas faute de savoir qui porte une responsabilité dans le drame survenu mercredi dernier, avec l'effondrement de l'immeuble illégal Rana Plaza dans la capitale bangladaise qui aurait causé la mort d'au moins 381 ouvriers (sur 3000) et fait des milliers de blessés graves, des femmes dans leur immense majorité. Soit la pire catastrophe humaine et industrielle de la jeune histoire du Bangladesh.

En quittant leurs chaînes de travail, hier, les 15000 ouvriers réclamaient la peine de mort pour les propriétaires de l'immeuble abritant les entreprises de confection sous-traitantes de grandes marques occidentales, à l'instar de l'espagnole Mango et de la britannique Primark, seules enseignes à avoir confirmé les commandes passées aux ateliers du Rana Plaza. « Ils ont bloqué des routes en chantant "Pendez Rana" », rapportait Badrul Alam, le chef de la police locale. Mohamed Sohel Rana, l'un des propriétaires de l'immeuble, a été appréhendé dimanche alors qu'il tentait de fuir vers l'Inde ; l'industriel espagnol David Mayor, qui possédait une partie des locaux, est toujours recherché par la police et trois propriétaires d'ateliers, arrêtés samedi, devront répondre d'homicides par négligence. Sur le parcours des manifestants, des véhicules auraient été incendiés et la police n'a pas hésité à faire usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes.

Des conditions déplorables de travail

La colère que les patrons locaux espéraient étouffer en décrétant le week-end dernier chômé retombera-t-elle d'ici quelques semaines, comme ce fut le cas en novembre dernier lorsqu'une autre usine de textile, sous-traitante du géant américain Wal-Mart, était réduite en cendres, emportant 112 de ses travailleurs? Le drame lève une nouvelle fois le voile sur les conditions déplorables de travail dans ce secteur fer de lance de l'économie nationale, puisque le textile place le Bangladesh au rang de deuxième exportateur mondial après la Chine. En 2012, les exportations de prêt-à-porter ont ainsi atteint 14,5 milliards d'euros, soit 80 % du commerce extérieur et 45 % des emplois industriels du pays. Les ouvriers enclenchent régulièrement des luttes pour que le Parlement vote une loi sur la sécurité. En vain. Nombre de députés sont effectivement propriétaires d'usines et préfèrent sauvegarder un environnement favorable aux investissements étrangers plutôt que de consentir à des augmentations ou à des travaux qui ralentiraient la production sous pression constante des délais imposés par les marques occidentales. « Un député sur dix possède, lui ou sa famille, une usine de textile », juge ainsi Kalpona Akter, la directrice du Bangladesh Center for Workers

Suite à la page (18)

L'assemblée des Nations-Unies proclame 2014 « année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien »



L'assemblée proclame 2014 « année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien » et espère le succès des négociations israélo-palestiniennes

L'Assemblée générale a décidé, ce matin, par une écrasante majorité, de proclamer 2014 « Année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien ». Elle a également demandé à Israël et à la Palestine de prendre toutes les mesures possibles pour créer des conditions favorables au succès des négociations qui ont repris le 29 juillet 2013.



Le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas

Ces décisions ont été prises lors de l'adoption par vote des six résolutions annuelles de l'Assemblée générale sur la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient.

Hier, l'observateur de la Palestine avait formulé l'espoir que l'observation de cette « Année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien » permettra d'impulser l'élan nécessaire et de consolider la volonté politique de faire de la paix entre la Palestine et Israël une réalité. La délégation israélienne a, en revanche, estimé, aujourd'hui, que cette initiative viole l'engagement des Palestiniens à éviter les provocations à l'ONU.

Par la résolution sur le règlement pacifique de la question de Palestine,l'Assemblée générale se félicite de la reprise, le 29 juillet 2013, des négociations israélo-palestiniennes et demande aux deux parties de donner effet aux accords qu'elles ont conclus et aux obligations qu'elles ont contractées, « indépendamment du principe de réciprocité », afin de créer des conditions propices au progrès des négociations dans le délai de neuf mois convenu au moment de la reprise desdites négociations.

L'Assemblée exige l'arrêt complet de toutes les activités israéliennes d'implantation dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et demande qu'il soit mis fin à tous les actes de provocation, notamment de la part de colons israéliens, à Jérusalem-Est, en particulier sur les sites religieux et à proximité.

Hier, l'observateur de la Palestine avait averti que les activités que mène Israël sur le terrain menacent de faire échouer les négociations, préoccupations qui ont été réitérées, aujourd'hui, par une très grande majorité de délégations.

Dans la résolution sur Jérusalem, l'Assemblée générale se déclare en effet vivement préoccupée par la série de faits récemment survenus à Jérusalem-Est. Elle souligne que tout règlement global, juste et durable de la question de cette ville doit tenir compte des préoccupations légitimes des deux parties, palestinienne et israélienne, comportant des dispositions assorties de garanties internationales qui assurent la liberté de culte et de conscience de ses habitants, et garantissent aux personnes de toutes religions et nationalités l'accès permanent, libre et sans entrave aux Lieux saints.

Aujourd'hui, le représentant du Japon, expliquant les deux initiatives de développement lancées par son pays avec la Palestine, a souligné que le caractère délicat de la phase actuelle des négociations doit pousser la communauté internationale à travailler à la coexistence et à la prospérité des Palestiniens et de leurs voisins. Son homologue de la Turquie a conseillé aux parties d'agir de bonne foi, de rétablir la confiance et d'éviter les provocations. « Le temps des actions sincères et concrètes a sonné. »

L'Assemblée a aussi adopté des textes sur le Golan syrien, la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat, et le Programme d'information spécial sur la question de Palestine du Département de l'information du Secrétariat.

Le représentant d'Israël a critiqué des textes « obsolètes et scandaleux » qui ne font qu'aggraver les gaspillages en entraînant l'allocation d'importantes ressources, 6 millions de dollars, à des organes de l'ONU « dont on se demande à quoi ils servent ». Le représentant israélien a aussi exercé son droit de réponse avec ses homologues de la Syrie et de l'Iran.

L'Assemblée générale poursuivra ses travaux mercredi 4 décembre, à partir de 10 heures, avec un débat sur la revitalisation de ses travaux.

[...]

Info Palestine 28 novembre 2013

Les 7 péchés d'Hugo Chavez (II)

-Les 7 péchés d'Hugo Chavez est un livre de Michel Collon, écrivain Belge et journaliste d'investigation, qui comporte 408 pages et 20 chapitres, sorti des presses en 2009, est d'une lecture fort simple, captivant et d'un style narratif, basé sur des contacts avec les acteurs, ce qui le rend hautement fiable s'il en était besoin, on a dans les mains les fruits d'une enquête de journaliste. Il va au-delà de ce que le titre laisse présager pour donner des informations qui bien utilisées peuvent rendre un grand service aux africains qui ont du reste subi la colonisation au même titre que les latinoaméricains.

[voir le numéro précédent pour les trois premiers péchés]

Le 4ème péché c'est qu'il change les règles entre les riches et les pauvres : Les pauvres ont accès à la santé, l'éducation et la nourriture, choses qui creusent justement l'écart entre ces deux classes sociales.

Le 5ème péché c'est que pour Chavez la démocratie c'est bien plus qu'un bulletin de vote : « Alors, comment Sarkozy et ses collègues peuvent-ils prétendre donner des leçons de démocratie au monde entier ? D'ailleurs, la comparaison Chavez-Sarkozy est instructive. Quand Chavez propose une nouvelle constitution. Il la soumet au vote de son peuple. Battu par 50,7% contre 49,3%, il s'incline. Par contre, quand Sarkozy propose une Constitution et que son peuple la rejette, il refuse de respecter ce vote et lui fait un enfant dans le dos. » « Car une de ses toutes premières mesures a été de faire en sorte que les vénézuéliens puissent plus facilement se débarrasser de lui. » « Au-delà du bulletin de vote, Chavez prône une démocratie participative et non représentative. »

Participative : véritable contrôle sur les élus, des formes plus nouvelles et authentiques d'organisation à la base, la participation des couches généralement négligées et ignorées que sont les femmes, les jeunes et les Indiens. Représentative : les gens participent réellement au processus de décision, exercent un véritable contrôle sur les élus, débattent eux-mêmes des problèmes et des solutions. « La vieille culture bureaucratique est notre principal ennemi, il s'agit d'un combat à mort.» dit Chavez. « Donc élire un Président ne suffit absolument pas à changer un pays. Parce que la bureaucratie, ce n'est pas une petite affaire… » « Ce qui est gravé dans l'enfance est gravée dans la pierre. »



Hugo Chávez Frías

La démocratie c'est la volonté populaire et non plus un gadget brandi pour mieux piller les ressources pendant que le bas peuple se meurt. Au Venezuela, il y a le referendum révocatoire à mi-mandat pour avoir l'avis du peuple. Hugo Chavez s'en est tiré deux fois contrairement à bien de ses homologues occidentaux.

Le 6ème péché c'est qu'il ne se soumet pas au pouvoir des médias : Michel Collon montre que les médias sont à 99% aux mains des impérialistes qui contrôlent ainsi l'information et modulent même le mode de pensé. La bourgeoisie locale est constituée exclusivement des agents au service des intérêts US et dont qui matraquent les populations avec des informations allant dans le seul panier US. Telesur, la chaine latino- américaine lancée en 2006 au Venezuela vient rompre cette monotonie « Allo, President ? » permet à Chavez d'avoir deux heures en direct à la télévision et donc d'utiliser le pouvoir des médias pour être plus près de son peuple, l'écouter et lui répondre

L' « opération Tenaille » lancé par l'Ambassade des Etats-Unis en 2007pour le referendum. Voici la liste des multinationales US qui ont investi huit milliards $ pour diffuser des tracts anticommunistes : Ford, GM, Goodyear, Alcoa, Pfizer, Dupont, Cargill, Coca-Cola ,Kraft, Novartis, Shell, Nestlé, Jonhson & Jonhson, Citibank, Colgate Palmolive et Owens Illinois. Nestlé a bloqué 1 million de litres de lait pour attendre la hausse des prix lorsque Chavez organisait le referendum révocatoire pour provoquer une hausse des prix et mécontenter les mamans. Le Venezuela est le principal fournisseur de pétrole US entre 15% et 19% selon le mois.

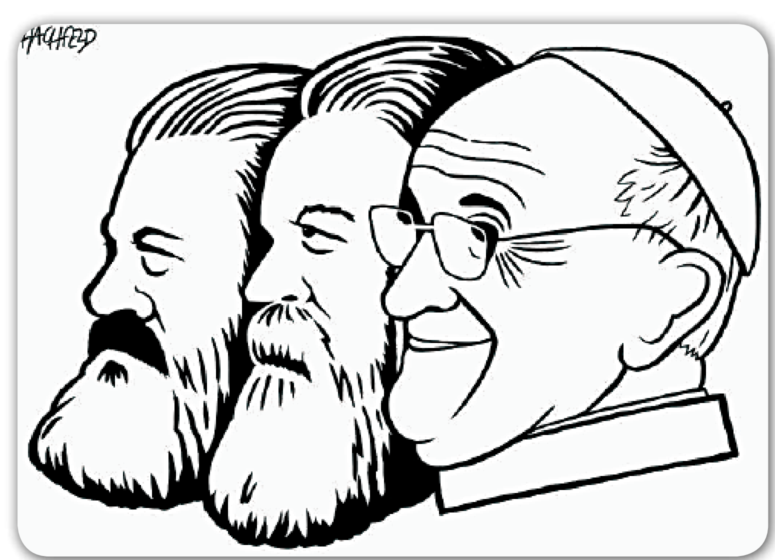
Le 7ème péché c'est qu'il tient tête aux USA : Chavez a dit non à l'ALCA (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) dominé par les USA dès 1999 et l'ALBA Cuba, Venezuela, Nicaragua, Bolivie) est l'alternative bolivarienne pour l'Amérique où les échanges se font sous forme de troc, c'est aussi la solidarité au service du développement. Mercosur est également une bonne manière de tenir tête aux USA mais dans lequel le Venezuela ne peut pas entrer sur ordre de Washington. Chavez a permis à 80.000 vénézuéliens de retrouver la vue (en 8 mois) en 2004 gratuitement grâce au programme Miracle ou Opération Milagro. Pour éviter les prêts intéressés et qui aboutissent généralement à l'affaiblissement les pays qui les reçoivent, Chavez propose la création de Banco del Sur (Venezuela, Argentine, Brésil, Equateur, Paraguay et Uruguay), ceci permet « d'échapper au contrôle des organismes internationaux et donc des Etats-Unis. »

M Collon parle de deux types de diplomaties : la diplomatie solidaire du pétrole de Chavez et la diplomatie agressive menée par les Etats-Unis par le pillage du pétrole. « En effet, pour remplir le réservoir d'une voiture aux Etats-Unis, il faut autant de terre et de travail agricole que pour produire la nourriture de sept personnes pendant un an. »

Le plus grand péché de Chavez est d'avoir rendu sa place au peuple.

Fin FOCACOM. Forum Camerounais pour la Communication. 9 octobre 2012

Le pape ressuscite la théologie de la libération



De gauche à droite : Marx, Engels, le Pape François

François n'en finit pas d'étonner ses ouailles et le monde. Ses déclarations récentes sur le fait que les hommes sont des esclaves devant « se libérer des structures économiques et sociales qui [les] réduisent à l'esclavage » le placent dans la ligne directe du marxisme. Pour mémoire, dans le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels appellent en ces termes à une révolution : « Les prolétaires n'y ont à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. »

Les signes, les propos, les prises de position du pape depuis son élection, en mars 2013, montrent un homme qui se situe résolument du côté des pauvres, des exclus, des "endommagés" de l'économie libérale. Dans son exhortation apostolique, rendue publique le 26 novembre, il stigmatise la "nouvelle tyrannie" du capitalisme sauvage. Le lendemain, dans une interview diffusée en exclusivité par la chaîne argentine TN TV [rappelons que le pape est argentin], il dénonce une société qui jette au chômage nombre de jeunes et néglige les personnes âgées. « Nous vivons dans un système international injuste, au centre duquel trône l'argent-roi. » « C'est une culture du jetable, qui rejette les jeunes comme les vieux. Dans certains pays d'Europe, […] toute une génération de jeunes gens est privée de la dignité que procure le travail », déclare-t-il.

Dessin de Hachfeld paru dans Neues Deutschland

Courrier International 28 Novembre 2013

Cuba Coopération exige la fin de la position commune de l'Union Européenne

La Havane, 2 décembre, (RHC)

L'association française Cuba Coopération a exigé la fin de la dite Position Commune de l'Union Européenne contre notre pays, qu'elle a qualifiée de politique d'ingérence qui limite de façon draconienne les relations de ce bloc avec Cuba. Durant son assemblée annuelle, l'association qui réunit des hommes d'affaires, des hommes politiques et des personnalités françaises a fait des vœux pour que Paris abandonne une telle position et l exige de la UE son élimination totale.

Le président de cette association de solidarité, Víctor Fernández, a déclaré qu'il est nécessaire de rassembler les efforts pour obtenir le démantèlement d'une telle politique ; il a déclaré que ce thème pourrait être examiné lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE qui aura lieu à Bruxelles. La position commune promue en 1996 par José María Aznar, qui était alors président du gouvernement espagnol pose des conditions inacceptables à Cuba et viole des principes internationaux comme celui de la libre détermination et les normes de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Suite de la page (17) Bangladesh : la griffe des...

Solidarity, une ONG de défense des droits des travailleurs. Le propriétaire du Rana Plaza est par ailleurs dirigeant du mouvement de jeunesse laïque de la Ligue Awami, actuellement au pouvoir. «La responsabilité de ce qui est arrivé incombe d'abord au gouvernement du Bangladesh, mais le vrai pouvoir est entre les mains des marques occidentales et de leurs distributeurs, à commencer par les plus grands d'entre eux: Wal-Mart, H&M, Inditex, Gap et les autres. La pression que ces acheteurs mettent sur les usines est telle que les directeurs de ces unités de production n'entreprendront pas les travaux nécessaires à leur sécurité», souligne de son côté un responsable syndical. Après l'incendie de novembre, le gouvernement s'était engagé à fermer les usines au système de sécurité défaillant. Quatre étages supplémentaires ont été ajoutés à la va-vite au Rana Plaza, déjà construit sans autorisation sur un sol instable et, la veille de la catastrophe, des inspecteurs auraient fait état de graves fissures.

Nombre de marques internationales sont censées avoir adopté un code de conduite les engageant, d'un bout à l'autre de la chaîne, à ne pas employer d'enfants de moins de quatorze ans, à ne pas faire travailler les ouvriers plus de soixante-douze heures par semaine et à favoriser un environnement de travail sain. Pourtant, au Bangladesh comme ailleurs, les audits conduits par les grands groupes auprès de leurs sous-traitants ne sont ni transparents, ni contraignants, ni indépendants. Autant dire une porte ouverte à l'impunité. Depuis 2005, 1000 ouvriers bangladais ont trouvé la mort sur leur lieu de travail.

Les multinationales se défilent

Outre Primark et Mango, d'autres marques occidentales sont soupçonnées d'avoir passé commande aux ateliers de textile abrités par le Rana Plaza. Les syndicats locaux citent pêle-mêle Benetton, C & A, Carrefour et Wal-Mart. Des étiquettes auraient été retrouvées dans les décombres et permettront bientôt de confondre les responsables. « Les gens concernés dans l'effondrement de l'atelier au Bangladesh n'étaient pas des fournisseurs de Benetton », se défend la marque italienne. Même discours du côté de Carrefour, qui communique sur sa volonté de mener une « enquête approfondie » afin de déterminer le circuit des bons de commande et de ses fournisseurs. Ce type d'investigation mènera-t-elle les grandes marques à se défausser sur des sous-traitants officieux dont ils diront ne pas soupçonner l'existence? Les syndicats locaux et les associations de défense des travailleurs appellent d'ores et déjà les multinationales à « prendre leurs responsabilités ».

L'Humanité 30 Novembre 2013

Suite de la page (17)

positive, à saluer. Nous la saluons et la soutenons, on verra les résultats », déclare le secrétaire-général de la COB Juan Carlos Trujillo. « Il n'y a pas de raisons que les patrons licencient les travailleurs, car ils réalisent beaucoup de profits ».

Les dirigeants de la COB, qui ont un moment pensé soutenir une candidature indépendante du dit Parti des travailleurs (PT) aux contours incertains, ont annoncé il y a quelques jours qu'ils soutiendraient finalement le président Evo Morales.

Pour les communistes : « une victoire du travail face au capital »

Le Parti communiste bolivien (PCB) a également soutenu cette mesure soulignant qu'il « s'agit d'une victoire en face du capital » et d'une mesure qui entre « dans l'approfondissement du processus de transformation ».

Mais ce processus doit aussi passer « par un rôle actif des travailleurs des villes et des champs, un approfondissement des mesures sociales et politiques, pour lui donner un cap véritablement socialiste. »

Cette mesure devrait encore renforcer la popularité du président Evo Morales, qui bénéficie du soutien de 60 % de la population, d'après un sondage réalisé en octobre, un an avant les élections présidentielles.

Le patronat furieux contre Morales, derrière l'opposition de droite

Par contre, sans plus de surprise, la mesure a été violemment critiquée par la Confédération des entrepreneurs privés de Bolivie qui y voit un « signal terrible pour les investisseurs » et une augmentation « très grave, qui n'avait pas du tout été budgétée par les entreprises ».

A la tête de la fronde contre cette augmentation de salaire, l'opposant numéro 1 d'Evo Morales, le candidat de la coalition de droite « Union nationale », Samuel Doria Medina, lui-même grand patron de l'industrie du ciment.

La lutte de classes est aiguë en Bolivie, mais les travailleurs peuvent compter – avec ses contradictions et les limites d'un processus de transition vers le socialisme loin d'être achevé – sur un président qui prend le parti des travailleurs contre le capital bolivien et international.

Solidarité-internationale 30 novembre 2013

Suite de la page (6)

onèt ak demokratik, konnen se nan tèt ansanm, nan respè règ jwèt, e non nan rebelyon, tèt cho ak pike devan, tout viktwa rive posib.

Anpil moun di e kwè, yon bon pati nan kominote entènasynal la gen anpil responsablite nan deteryorasyon sitiyasyon politik peyi a, nan apiye koudeta ak tout yon seri move zak dirijan peyi a, k ap pase onè ak rèv popilasyon an anba pye.

Men, ki sa ki ka esplike jodi a, se devan anbasad amerikèn e non nan riyèl Vayan sèten moun ta vle pou popilasyon an ale make 26èm anivèsè masak elektè yo.

Ki sa revolisyonè yo vle trennen yon gwoup patizan yo al fè devan yon anbasad etranje, anplis yon anbasad fèmen?

Oganizasyon popilè ak òganizasyon politik di yo kwè gen poutan mil rezon pou se nan Riyèl vayan selebrasyon 29 novanm nan fèt:

Anvan tout bagay, gen moun ki raple gen endividi ki toujou ap mete devan, respè prensip lè y ap denonse move aksyon pouvwa a. E poutan yo se premye ki vle jodi a boulinen kou moun fou, nan eseye fè kòm si yo pa konn sa yo rele konsiy ganizasyon politik yo di yo ladanl lan, nan eseye fè tèt yo pase pou yon pati politik .

Ansuit, pou anpil moun, rezon ki te pwovoke masak Riyèl Vayan an, 29 novanm 1987, toujou prezan jodi a

An 1987, se te refi pou òganize bon eleksyon, refi pou popilasyon an chwazi moun li vle pou dirije l, ki te pouse lame Anri Nanfi an ak bann sivil ame souzòd moun ki pa t kapab ale nan eleksyon, òganize masak la.

An 1987, se akòz refi dirijan epòk lan pou yo te kite yon pèp brave danje, mete yon bout nan yon sistèm enjis, yon sistèm vyolan ki te vle tout pou yon sèl ekip, ki fè masak la te fèt

Men anpil moun kontinye kwè jodi a ankò, malgre vòt yon nouvo lwa elektoral, malgre tout kalite pwopagann pou fòse moun kwè gen mèvèy ki fèt, sityasyon an pa vrèman chanje, majorite popilasyon an kontinye ap kokobe anba move kondisyon lavi.

Gen moun ki pèsiste tou nan kwè gen anpil mannèv k ap fèt pou ampeche òganizasyon eleksyon onèt. Nan anpil ka, pami moun k ap manevre jounen jodi a, anpil te prezan nan operasyon yè yo, nan epòk masak 29 novanm lan..

Se pou tèt sa, òganisasyon popilè ak politik yo di yo kwè yon dat kou 29 novanm pa ka komemore devan yon anbasad etranje.

Yo di yo kwè tou, apre tout move eksperyans peyi a fè, pèsonn pa p vin divize yo ankò ak gwo mwayen, ni se pa ogèy ak anbisyon pèsonel yon grenn moun ki pral pouse yo aji tèt bese, pou riske fè yo pèdi benefis rezilta yo deja jwenn.

Men yo di yo kwè, si yon moun ki gen jounen jodi a gwo anbisyon politik, refize respekte konsiy òganizasyon politik li di li fè pati a, li mete tèt li nan move pozisyon pou l pretann pase yo lòd, paske konpòtman kon sa montre aklè ki sa yon moun kon sa ka rezève pou yo, si demen li ta gen plis bagay nan men l.

An fenn kont, yo di ankò, piske se chemen demokrasi popilasyon an pran depi 7 fevriye 1986, yo rekonèt chak moun gen dwa mennen bak li jan l vle e kwè tou sa l vle.

Men yo di **yo pa p kite ranbo mennen yo nenpòt ki kote,** ni non plis yo pa p tonbe nan pyèj endisiplin **ak anbisyon pèsonel moun ki gen gwo tèt, k ap jwe 2 jwèt, e ki ta vle fe kwè menm moman an, yo se sant tout bagay.**

Sit Radyo Solidarite
Venel Remarais

Suite de la page (7)

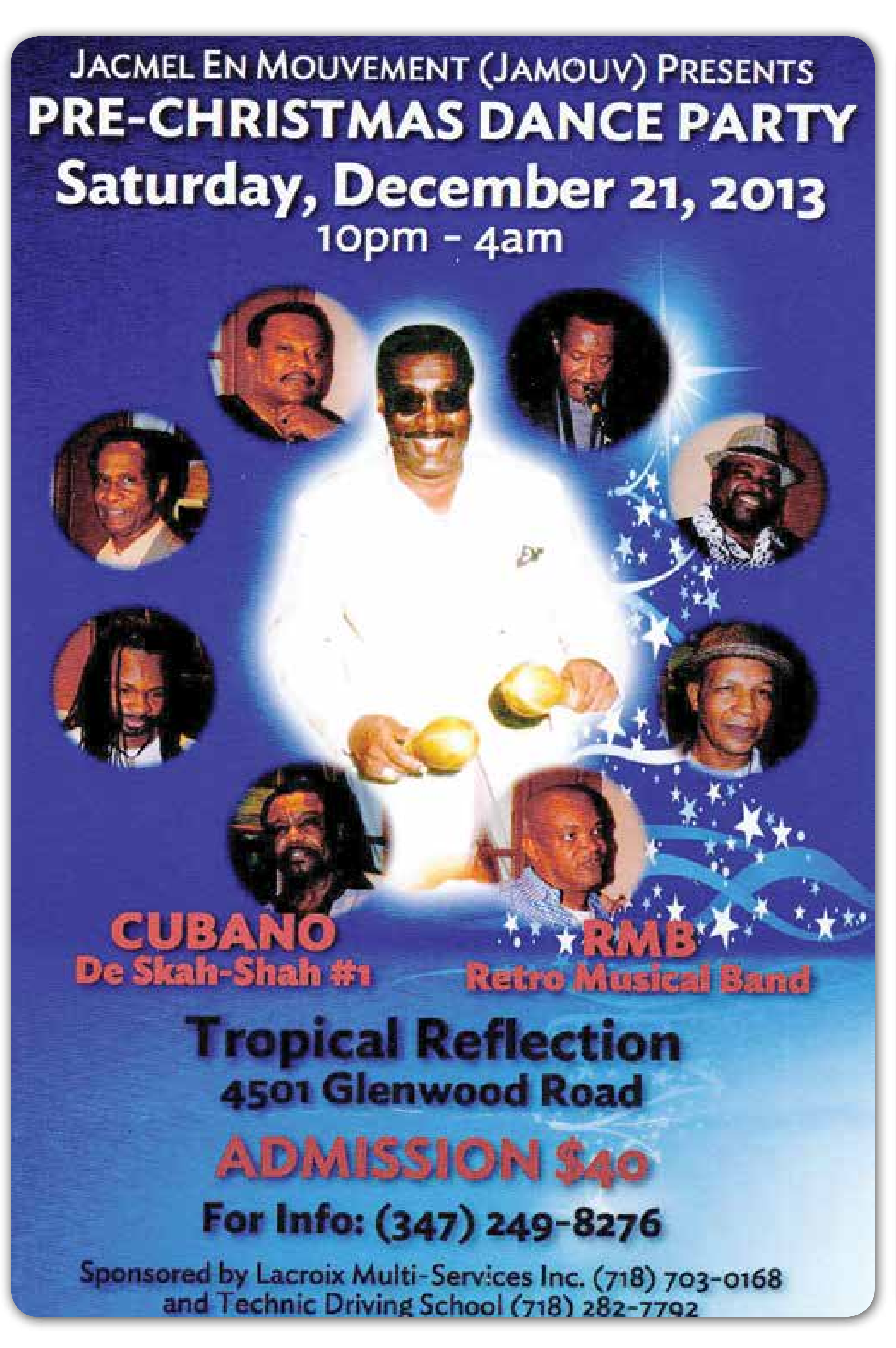
d'Etat ? Pourquoi cet entêtement à vouloir à la fois satisfaire les revendications du peuple et flirter avec des éléments de la bourgeoisie ? Comme nous disons dans notre créole-anglais : *yo pa matche*. Non, ça ne marche pas.

Pour clore sa Note-diatribe, truffée de *yo* ici, *yo* là-bas, Remarais a enfoncé le clou en avisant : «*Yo pa p kite ranbo mennen yo nenpòt ki kote, ni non plis yo pa p tonbe nan pyèj endisiplin ak anbisyon pèsonel moun ki gen gwo tèt, k ap jwe 2 jwèt, e ki ta vle fe kwè menm moman an, yo se sant tout bagay*». Cet adversaire, ou même, cet ennemi politique accusé de *jwe 2 jwèt*, et que les lecteurs n'ont aucune peine à identifier, a pourtant gardé une ligne constante, conséquente : celle de dénoncer dès le début les dérives de Martelly, sujet de nationalité américaine, jusqu'à conduire d'imposantes marches réclamant le départ d'un président corrompu jusqu'à la moelle et soutenu par l'International.

En fait, d'aucuns se demandent quel jeu, quel *jwèt*, joue le leadership de Fanmi Lavalas dont la mutité de pierre a fini par agacer plus d'un. On ne demande peut-être pas au leadership historique de Fanmi Lavalas de faire des déclarations *révolutionnaires* à l'emporte-pièce comme il en avait l'habitude aux temps chauds du «capitalisme péché mortel». Mais pour avoir été victime de deux coups d'Etat orchestrés par cette ambassade étoilée honnie, pour être au courant des milliers de victimes lâchement assassinés par la faute de cette même représentation diplomatique, pour être bien imbu de l'imposition désastreuse de Martelly au peuple haïtien par Washington, il aurait pu, ou même dû, conseiller aux membres de Fanmi Lavalas réunis dans les locaux de la Fondation le choix du site de la manif du 29 septembre, soit face à l'ambassade américaine.

Sauf à être le dernier des crétins ou le premier des naïfs, en politique, personne ne viendra faire croire que l'ex-président Aristide ne s'occupe que d'éducation. Il est certainement au courant de cette «Deklarasyon» qui n'est pas à l'honneur de notre mouvance Lavalas d'antan, et est indigne de l'éthique du leadership que nous avons connu autrefois.

On voudrait bien le savoir, très clairement, sans cacher les nombrils. Cette «Note» de Remarais, est-elle bien de lui ? Qui vise-t-elle et que vise-t-elle ?



Jacmel En Mouvement (Jamouv) Presents
PRE-CHRISTMAS DANCE PARTY
Saturday, December 21, 2013
10pm - 4am
CUBANO
De Skah-Shah #1
RMB
Retro Musical Band
Tropical Reflection
4501 Glenwood Road
ADMISSION $40
For Info: (347) 249-8276
Sponsored by Lacroix Multi-Services Inc. (718) 703-0168
and Technic Driving School (718) 282-7792



SHIP YOUR CAR FROM NYC TO HAITI:
Only
$1,475
(includes APN port fees)
Receive a special gift when you bring this ad with your shipment.
GREY SHARK
The only freight collector in New York that owns their ship (M/V Grey Shark)
Devon Shipping Inc.
• Cars • Trucks • Trailers
• Buses • Construction equipment
Roll-on • Roll-off
Deliveries received opposite
115 Van Brunt St.,
Brooklyn, NY
Red Hook Container Terminal
Hours: • Mon-Fri 8am - 5pm
• Sat-Sun 9am - 3pm
Nou pale kreyòl
718-243-2929